



Conseil de sécurité

Soixante-quatrième année

Provisoire

6196^e séance

Lundi 5 octobre 2009, à 15 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Bui The Giang	(Viet Nam)
<i>Membres :</i>		
	Autriche	M. Lutterotti
	Burkina Faso	M. Koudougou
	Chine	M ^{lle} He Fen
	Costa Rica	M. Guillermet
	Croatie	M. Skračić
	États-Unis d'Amérique	M. Donegan
	Fédération de Russie	M. Chernenko
	France	M. Gonnet
	Jamahiriya arabe libyenne	M. Elshakshuki
	Japon	M. Miyajima
	Mexique	M. Puente
	Ouganda	M ^{me} Kafeero
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ...	M. Saltonstall
	Turquie	M. Erdoğan

Ordre du jour

Les femmes et la paix et la sécurité

Rapport du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité
(S/2009/465)

Lettre datée du 18 septembre 2009, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation
des Nations Unies (S/2009/490)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est reprise à 15 h 10.

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de la Colombie, des États fédérés de Micronésie et de la République bolivarienne du Venezuela, des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, les représentants des pays susmentionnés occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Je tiens à rappeler à tous les orateurs, comme on l'a indiqué ce matin, qu'ils doivent limiter leur déclaration à cinq minutes maximum afin de permettre au Conseil de mener ses travaux avec diligence. Les délégations ayant de longues déclarations sont priées d'en distribuer le texte écrit et d'en donner une version succincte au moment de prendre la parole dans la salle. Je remercie les participants de leur compréhension et de leur coopération.

Je donne maintenant la parole à la représentante du Brésil.

M^{me} Viotti (Brésil) (*parle en anglais*) : Je félicite le Viet Nam à l'occasion de sa nomination à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre. Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat. Le document de réflexion (S/2009/490, annexe) que votre délégation a élaboré sur la question des besoins des femmes et des filles après un conflit est tout à fait utile. Je félicite aussi le Conseil d'avoir adopté aujourd'hui la résolution 1889 (2009).

Avant de continuer, je voudrais exprimer ma tristesse à la nouvelle de l'attentat terroriste survenu ce jour à Islamabad contre des locaux du Programme alimentaire mondial et qui a causé la mort de cinq travailleurs humanitaires. Nous adressons nos sincères condoléances aux familles endeuillées.

Comme le Secrétaire général l'a mentionné dans son rapport sur la consolidation de la paix (S/2009/304), et l'a souligné dans son document de

réflexion, le lendemain d'un conflit est une étape critique. De ce qui est fait ou n'est pas fait à ce stade dépendra en grande partie le cours du processus de consolidation de la paix. C'est pourquoi nous devons tout mettre en œuvre pour que les besoins et les priorités des femmes et des filles soient correctement pris en compte et le plus tôt possible.

Ma délégation estime que, dans la mesure où les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables dans un conflit armé, elles doivent constituer la priorité des stratégies de relèvement après conflit. Une attention particulière doit être accordée à celles qui ont été victimes de violences sexuelles pendant le conflit. Bien que la guerre touche tout le monde, l'humiliation personnelle que causent la violence sexuelle et, dans beaucoup de cas, l'opprobre qui y est attaché sont en général particulièrement douloureux. Les gouvernements, le système des Nations Unies et les associations de la société civile doivent redoubler d'efforts pour promouvoir une meilleure réinsertion des victimes, le plus rapidement possible.

Toutefois, cela ne suffit pas. Les femmes ne sont pas uniquement des victimes qu'il faut protéger. Elles doivent être reconnues et habilitées à jouer le rôle de premier plan qui est le leur dans l'établissement d'une paix durable. Elles doivent être parties prenantes dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies de reconstruction à tous les niveaux. En ma qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, j'ai eu le privilège d'être témoin de la détermination et de la vitalité extraordinaires des femmes de ce pays. Là-bas, comme dans beaucoup d'autres pays, les femmes jouent un rôle central. Sans elles, le redressement serait bien plus difficile. Nous devons faire en sorte que le rôle important que les femmes jouent dans l'économie soit répercuté également dans leur participation à la vie politique.

La Commission de consolidation de la paix a un rôle pertinent à jouer dans l'autonomisation des femmes après les conflits. Ma délégation note avec satisfaction que la résolution 1888 (2009), adoptée par le Conseil la semaine dernière, réaffirme le rôle de la Commission en la matière. S'agissant de la Guinée-Bissau, je rappellerai que les associations de femmes ont apporté une contribution importante à l'élaboration du cadre stratégique de consolidation de la paix du pays.

Dans le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1325 (2000) (S/2009/465)

figurent des constats alarmants quant à la situation de plusieurs pays. Les auteurs d'actes de violence et de sévices doivent être remis à la justice sans tarder si nous voulons éviter que l'impunité continue n'alimente plus de violence.

Toutefois, le rapport contient également de bonnes nouvelles. En particulier, il est encourageant de voir la manière dont tant d'organes du système des Nations Unies se sont engagés à mettre en œuvre les dispositions de la résolution 1325 (2000). Les progrès réalisés dans les domaines de la formation, du renforcement des capacités et de la sensibilisation sont particulièrement notables. À cet égard, je voudrais évoquer les défis que le rapport associe à la portée de la résolution 1325 (2000).

La tâche que nous nous sommes assignée dans cette résolution est en effet considérable et complexe. Pour réussir, nous devons adopter une démarche globale et coordonnée associant toutes les parties prenantes au sein du système des Nations Unies. De la même manière que le Conseil de sécurité est chargé particulièrement de la question du recours généralisé ou systématique à la violence sexuelle dans les conflits armés, d'autres entités ont des mandats et une expertise spécifiques qui leur permettent de mieux s'occuper d'autres aspects de cette question. Nous devons continuer à assurer la coordination de tous les efforts entrepris à cet égard et éviter les doubles emplois ou les chevauchements de compétences. Dans ce contexte, nous nous réjouissons de l'adoption de la résolution 63/311 de l'Assemblée générale.

Certaines des recommandations qui figurent dans le rapport du Secrétaire général peuvent aussi nous aider à résoudre les problèmes auxquels nous sommes tous confrontés dans la poursuite de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Nous estimons qu'une des suggestions les plus pertinentes est celle qui concerne la meilleure collecte des données. Comme ma délégation l'a indiqué pendant le débat ouvert qui s'est tenu sur le sujet en août dernier (cf. S/PV.6180), ces données devraient être transmises aux autres organes principaux compétents, ainsi qu'au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à la Commission de la condition de la femme, s'il y a lieu, de sorte que l'action internationale ne soit pas purement punitive mais qu'elle permette aussi de changer les choses.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Matussek (Allemagne) (*parle en anglais*) : L'Allemagne s'associe à la déclaration faite par la Suède au nom de l'Union européenne. En tant que membre du Groupe des pays amis chargé de veiller à l'application de la résolution 1325 (2000), nous attachons beaucoup d'importance à la question des femmes, de la paix et de la sécurité. Monsieur le Président, je tiens à vous remercier d'avoir organisé ce débat ouvert.

Les femmes et les enfants doivent être protégés contre la violence. Chaque jour, nous sommes témoins d'atrocités innommables. Ceci est particulièrement vrai après les conflits, où la protection de la police est inexistante et les systèmes judiciaires sont en lambeaux. Il faut reconstruire les institutions, mais on ne peut pas attendre que les systèmes fonctionnent pleinement avant d'assurer la protection des personnes concernées. La protection doit commencer dès le début de la consolidation de la paix – dans l'intérêt des victimes mais aussi de toute la collectivité, puisque le viol et la violence sexuelle détruisent le tissu même de la société. Pour cette raison, on ne peut parvenir à une paix durable sans protection des plus vulnérables, à savoir les femmes et les enfants.

Les femmes ne sont pas uniquement victimes des conflits; elles sont aussi des agents puissants de la paix et de la sécurité. En conséquence, donner plus de pouvoir aux femmes pour leur permettre de réaliser pleinement ce potentiel est d'une importance capitale. On a pu observer la réussite du système des microcrédits accordés aux femmes dans le contexte de la coopération au développement. L'autonomisation des femmes contribuerait également au succès de la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que des processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Les femmes doivent pouvoir prendre une part active aux négociations de paix et aux processus de prise de décisions dans le cadre de la reconstruction des pays et des sociétés déchirés par la guerre. Ce n'est que par l'intégration dans ces efforts d'une approche soucieuse de la parité entre les sexes que l'on pourra parvenir à une paix réelle, durable et sans exclusive.

Que peuvent faire les États Membres? Je voudrais donner quelques exemples au Conseil. L'Allemagne a préconisé la présence de conseillers sur la parité des sexes dans toutes les missions déployées dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Pour la première fois, un conseiller sur la parité des sexes faisait partie du personnel de la Force de maintien de la paix de l'Union européenne en

République démocratique du Congo. Lorsque l'Allemagne assumait la présidence de l'Union, des conseillers sur la parité des sexes faisaient partie de toutes les missions de la PESD. Par ailleurs, le déploiement de femmes soldats a permis d'améliorer les performances des opérations. Par exemple, la présence de femmes soldats aux points de contrôle pour contrôler les femmes et les enfants a permis de faire baisser les tensions sur le terrain. Au Cambodge, l'Allemagne soutient un projet du Ministère des affaires féminines et des anciens combattants consacré au renforcement des capacités et aux questions de parité des sexes. Enfin, tout le personnel militaire et policier allemand doit suivre une formation en matière de parité des sexes.

Que peut faire l'Organisation des Nations Unies? La résolution 1888 (2009) et la résolution 1889 (2009) adoptée aujourd'hui sont encore une autre étape importante dans la lutte contre la violence sexuelle et pour l'autonomisation des femmes dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité. Nous avons maintenant à notre disposition une gamme d'instruments de prévention de la violence sexuelle et de réaction rapide pour les situations où se produisent ces violences. La nouvelle entité composite sur la parité des sexes dont la mise en place a été décidée par l'Assemblée générale pour renforcer l'harmonisation des politiques au sein du système des Nations Unies permettra de coordonner ces résolutions avec les autres instruments qui existent déjà au sein du système. Je m'associe à la présidence de l'Union européenne pour engager le Secrétaire général et la Vice-Secrétaire générale à prendre des mesures rapides pour la mise en place de cette entité.

Je voudrais faire ou rappeler trois autres propositions. L'Organisation des Nations Unies doit continuer à travailler avec les organisations non gouvernementales de femmes sur le terrain dans les régions qui sortent de conflits. Elle doit s'efforcer d'envoyer plus de femmes dans les missions de maintien de la paix à tous les niveaux et d'améliorer ses propres performances, mais aussi de donner l'exemple aux pays concernés. Les organes des Nations Unies doivent étendre leurs activités en ce qui concerne la fourniture des services de base dont les femmes ont besoin après un conflit, et plus particulièrement l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux systèmes judiciaires.

L'année prochaine marquera le dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000). Essayons

d'atteindre ces objectifs avant cette date pour être en mesure de proclamer quelques progrès de nature à bénéficier et servir à tous les peuples du monde qui ont besoin de notre aide et comptent sur notre soutien.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Philippines.

M. Davide (Philippines) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole à l'occasion du neuvième anniversaire de l'historique résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Ma délégation félicite le Viet Nam de son accession à la présidence du Conseil et de la priorité qu'il a donnée à ce débat sur la question des femmes, de la paix et de la sécurité sur le thème « Répondre aux besoins des femmes et des filles après un conflit pour une paix et une sécurité durables », sujet du document de réflexion (S/2009/490) qu'il nous a communiqué. Ce débat apportera une précieuse contribution à la prochaine célébration du quinzième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Les Philippines font valoir que tout débat sur les femmes tenu à l'ONU doit toujours être fondé sur les déclarations formelles de sa Charte qui réaffirment la foi dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, et sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui reconnaît que la dignité inhérente, l'égalité et les droits inaliénables de tous les membres de la famille humaine sont le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. C'est la seule stratégie qui nous éloigne du simple bruit et de la fureur qui entourent une question aussi cruciale que celle des femmes.

Le rôle des femmes en matière de paix et de sécurité revêt une importance particulière pour les Philippines. C'est sous la direction de notre Présidente récemment disparue, Corazon Aquino, femme et femme au foyer, que les Philippines ont émergé d'une longue dictature. Elle a été le symbole de ceux qui ont subi le joug de la tyrannie et, y ayant survécu, est devenue un symbole de force et d'espoir. Cette expérience est consacrée dans une disposition de la Constitution des Philippines de 1987, qui se lit comme suit :

« L'État reconnaît le rôle des femmes dans l'édification de la nation et garantit l'égalité fondamentale des femmes et des hommes devant la loi. »

Cet état d'esprit continue d'imprégner la vie publique. La Présidente en exercice des Philippines est

une femme, la deuxième en 25 ans environ. La Cour suprême, lorsque j'en étais le Président, a pris des mesures sans précédent pour veiller à ce que les femmes bénéficient dans des conditions d'égalité des structures, des procédures et des programmes et activités de développement du système judiciaire et y participent directement. En août dernier, le Congrès des Philippines a voté une *Magna Carta* pour les femmes qui prescrit la représentation et la participation des femmes à l'élaboration des politiques.

Nous menons actuellement des consultations sur le terrain en vue de mettre au point un plan d'action national sur les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) du Conseil de sécurité dans diverses régions des Philippines. Ces consultations se termineront par une consultation nationale qui se déroulera à Manille le 19 octobre 2009. Le plan d'action des Philippines sur les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) sera le modèle que suivront diverses parties prenantes pour veiller à ce que les femmes puissent participer utilement à tous les processus de paix et à la prise de décisions sur les questions de paix et de sécurité au niveau tant formel qu'informel.

Nous savons que, en cette époque de guerre asymétrique, l'emploi de la violence sexuelle contre les femmes et les filles en tant qu'arme de guerre est une source de préoccupation encore plus fondamentale et plus pernicieuse. C'est une arme dont l'objectif est d'humilier et de détruire les femmes, en tant que personnes et en tant que cœur et âme de l'ordre social et pierre angulaire de la famille et de la vie communautaire. En conséquence, il est indispensable que les femmes fassent entendre leur voix à tous les stades des processus de paix et de reconstruction. Les femmes ont souvent un rôle central dans l'éducation de nos enfants, et sont donc les premières à transmettre les effets des conflits aux générations suivantes. Sans leur voix, synonyme de stabilité et de sentiment communautaire, les enfants grandissent en ne connaissant que la guerre comme moyen d'existence.

Le présent débat ne doit pas être seulement l'occasion de célébrer le rôle des femmes. Il doit être une célébration d'un changement dans l'approche de la communauté internationale vis-à-vis des situations d'après conflit, qui est passée des activités humanitaires et de secours circonscrites à des efforts plus complets axés sur une paix durable, ce qui signifie que la communauté internationale met désormais davantage l'accent sur les préoccupations des femmes et sur le rôle qu'elles jouent pour combler le fossé

entre la période de conflit et la période de développement après conflit. Ma délégation estime que la prise de conscience de la problématique hommes-femmes doit se concrétiser par une attention accrue à la question de l'accès des femmes aux perspectives d'emplois et aux moyens de production tels que la terre, le capital, l'éducation et la formation et les services de santé. Cela signifie également que l'on examine le rôle que jouent les femmes pour garantir la sécurité alimentaire dans la communauté, et que l'on accorde une attention prioritaire à la situation dans les camps de réfugiés. Bref, dans les situations d'après conflit, la démarche axée sur le relèvement doit prendre sérieusement en considération les besoins de développement à court et à long termes de la communauté concernée.

Ma délégation se félicite de la résolution que le Conseil vient d'adopter. Nous sommes notamment encouragés par les efforts faits pour améliorer au sein de l'ONU l'allocation de ressources aux questions de genre en renforçant le contrôle des dépenses consacrées aux activités liées à ces questions, sur le modèle du système mis en place par le Programme des Nations Unies pour le développement. Nous notons enfin avec satisfaction que, comme l'indique le paragraphe 19 de la résolution 1889 (2009), l'ONU entreprend une analyse systématique des besoins et des problèmes des femmes et des filles dans les situations d'après conflit et que le rapport de l'Organisation recommandera également des réponses éventuelles, notamment des arrangements financiers efficaces.

Il n'a fallu pas moins de neuf ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000), une résolution historique, pour que le Conseil demande une étude sur la participation et le rôle des femmes dans la consolidation de la paix après un conflit. Ma délégation estime que ce rapport n'a que trop tardé et devrait donc recevoir une attention urgente si l'on veut que l'ONU puisse remédier sans plus tarder à la situation de millions de femmes touchées par les ravages de la guerre.

Je voudrais pour conclure citer ces vers d'un poète :

« Les vrais trophées immémoriaux
Sont nacrés de l'amour d'une mère;
Car la main qui secoue le berceau
Est celle qui régite notre terre ».

M. Clay (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) :
Je me joins aux orateurs qui vous ont félicité, Monsieur

le Président, de votre accession à la présidence du Conseil. Je signale que la Nouvelle-Zélande prône la protection des femmes et leur participation sur un pied d'égalité aux processus de paix. Nous vous remercions d'avoir organisé ce débat et nous apprécions la chance qui nous est donnée d'y prendre part.

Pour le troisième mois consécutif, la question des femmes et de la paix et la sécurité fait l'objet d'un débat au Conseil. Nous nous félicitons que davantage d'accent soit mis sur cette question, et surtout de l'attention particulière accordée au fléau que constitue la violence sexuelle. Nous saluons l'empressement du Conseil à examiner ces questions d'une manière plus systématique. La semaine dernière, la Nouvelle-Zélande s'est portée coauteur de la résolution 1888 (2009) adoptée par le Conseil. Avec les résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1882 (2009), 1888 (2009) et la résolution 1889 (2009) que nous avons adoptée aujourd'hui, nous avons beaucoup fait pour mettre au point un ensemble global de normes destinées à protéger les femmes et les filles et à renforcer leur participation aux processus de paix.

Aujourd'hui, nous nous associons avec force aux appels exhortant les États, les groupes régionaux et le système des Nations Unies à traduire ces paroles en actes. Nous sommes bien conscients de la nécessité d'instaurer à cette fin dans tout le système des Nations Unies une direction plus énergique et une coordination renforcée. Nous saluons deux initiatives récentes qui devraient favoriser la réalisation de cet objectif. La première est la future nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits armés. Et la deuxième est la mesure prise récemment par l'Assemblée générale de réformer l'architecture de l'ONU en matière d'égalité hommes-femmes. Nous invitons instamment le Secrétaire général à nommer des partisans énergiques et dynamiques du programme énoncé dans la résolution 1325 (2000) aux nouveaux postes de représentant spécial et de chef de la nouvelle entité composite sur l'égalité des sexes.

Alors que nous accordons une plus grande attention à la violence sexuelle, nous devons également redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les autres aspects essentiels de la résolution 1325 (2000) – participation accrue des femmes aux missions de maintien et de consolidation de la paix, ainsi qu'aux processus de médiation et de négociation. Pour que nos actions aient des effets durables sur la vie des femmes dans les situations de conflit et d'après conflit, nous

devons adopter une approche intégrée vis-à-vis de chacun des piliers de la résolution 1325 (2000). À cet égard, la nomination d'un représentant spécial devrait donner à ce thème la visibilité, l'importance et la cohérence voulues. C'est pourquoi nous croyons que le mandat du représentant spécial devrait couvrir tous les aspects de la question « les femmes et la paix et la sécurité », et pas uniquement le problème de la violence sexuelle.

La Nouvelle-Zélande reconnaît que les États doivent également assumer leur part de responsabilité dans la réalisation des objectifs de la résolution 1325 (2000), en favorisant notamment la participation totale des femmes et des filles aux processus de paix. Les femmes ont besoin, entre autres choses, d'avoir accès à des logements, des soins de santé et des moyens de subsistance, ainsi qu'à l'éducation et à la justice. Elles doivent être intégrées aux processus de prise de décisions. Et surtout, elles doivent être à l'abri de la violence.

La Nouvelle-Zélande est résolue à répondre à ces besoins dans le cadre de ses propres efforts de maintien de la paix. Il existe plusieurs exemples concrets de la façon dont nous le faisons, notamment par l'intermédiaire de notre équipe de reconstruction dans la province afghane de Bamiyan. Pour faciliter la participation des femmes aux forces de police nationales d'Afghanistan, la police de Nouvelle-Zélande a veillé à ce que des services de garderie soient mis à la disposition des étudiantes, que des femmes puissent assurer les cours de formation et que des conseils soient fournis aux instructeurs et aux principaux responsables masculins de la Police nationale afghane pour les aider à appuyer la formation de femmes. Par le biais de la Commission indépendante des droits de l'homme de l'Afghanistan, la Nouvelle-Zélande appuie le Réseau de protection des femmes à Bamiyan.

Nous avons participé au financement d'un centre d'orientation pour les femmes à Bamiyan dans le but d'offrir un hébergement sûr et des conseils juridiques aux femmes qui cherchent à avoir accès à la justice. L'équipe de reconstruction de province de la Nouvelle-Zélande aide également le Ministère local des affaires féminines à mettre en place un réseau d'entraide féminine qui sera chargé d'étudier les moyens d'autonomiser les femmes locales et de renforcer les capacités pour ce qui est des affaires féminines dans la région. Enfin, on peut mentionner parmi nos activités de création de réseaux la communication

d'informations aux femmes pour les aider à régler leurs propres problèmes, l'organisation d'ateliers de formation dans l'ensemble de la province et la promotion de groupes de discussion sur des questions telles que le rôle des mères dans leur foyer.

Neuf ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000), beaucoup reste à faire. J'assure le Conseil que la Nouvelle-Zélande continuera de chercher des moyens de renforcer et de garantir la protection et la participation des femmes aux processus de paix sur un pied d'égalité, notamment grâce à ses programmes de coopération pour le développement, à ses efforts dans le domaine du maintien de la paix et à ses politiques nationales. La résolution 1325 (2000) jouit toujours de notre appui plein et déterminé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Luxembourg.

M. Olinger (Luxembourg) : Le Luxembourg soutient pleinement la déclaration prononcée ce matin par la Suède au nom de l'Union européenne et félicite la présidence vietnamienne du Conseil pour avoir organisé l'important débat d'aujourd'hui.

En outre, nous aimerions saluer la résolution 1889 (2009) que le Conseil de sécurité vient d'adopter, de même que les résolutions 1882 (2008) et 1888 (2008) relatives aux femmes et enfants dans les conflits armés. Ce débat ouvert marque une nouvelle fois l'anniversaire de la résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité, la première résolution votée par le Conseil qui traite spécifiquement de l'impact de la guerre sur les femmes et reconnaît le rôle des femmes dans la gestion et la résolution des conflits et leur contribution à la recherche d'une paix durable.

Malheureusement, nous devons constater que les progrès dans la mise en œuvre des recommandations y arrêtées restent insatisfaisants. L'année 2010 sera une année particulièrement importante car elle nous donnera l'occasion, lors de la célébration du quinzième anniversaire de la Conférence de Beijing, ainsi que le dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000) et de la session ministérielle du Conseil économique et social dédiée à l'autonomisation des femmes, de faire le point sur le travail accompli et surtout d'identifier les insuffisances afin de pouvoir y remédier de manière efficace. Nous espérons, par ailleurs, que l'année 2010 sera l'année de la mise en place de l'entité chargée de l'égalité des sexes auprès du Secrétariat de l'ONU, car nous sommes persuadés que la création rapide d'une telle entité renforcera grandement la cohérence de

l'action déployée au sein du système onusien au profit des femmes.

Les femmes et les filles sont souvent les principales victimes des conflits et ont des besoins spécifiques à l'issue de ces conflits, en particulier lorsqu'elles ont été déplacées, réfugiées, maltraitées ou mutilées par des mines antipersonnel, comme l'a si justement mentionné M^{me} Alberdi ce matin. Ces besoins spécifiques doivent être pris en compte dans l'évaluation des besoins d'un pays pour sortir définitivement d'un conflit. Dans les situations d'après conflit, les femmes doivent par ailleurs devenir des moteurs importants pour la paix et la sécurité dans leurs communautés. Il est en effet crucial que les femmes soient engagées davantage dans les efforts de maintien et de consolidation de la paix à tous les niveaux. L'implication des femmes dans les processus décisionnels dès le départ devrait ultérieurement leur assurer une meilleure participation dans les efforts de développement.

De manière générale, le Luxembourg souscrit pleinement aux recommandations du Secrétaire général dans son rapport (S/2009/465) sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Mon pays salue en particulier les mesures proposées au Conseil de sécurité de s'employer avec vigueur à poursuivre une stratégie visant à accroître la participation des femmes dans tous les processus de paix, en particulier dans le cadre des négociations de paix et de la médiation.

Quant aux États Membres, ils devront faire preuve de volonté politique pour pleinement mettre en œuvre la résolution 1325 (2000). Il leur incombera en particulier de recourir à toutes les dispositions existantes du droit international, du droit international humanitaire et du droit pénal international, de même que de ne pas tolérer l'impunité, et de transférer devant les tribunaux nationaux et internationaux les personnes soupçonnées de crime envers les femmes. Le Conseil de sécurité pourrait aider les États Membres dans leurs efforts de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) en mettant en place, comme le recommande le Secrétaire général, un mécanisme de suivi clair, continu et exhaustif qui permette d'examiner les progrès accomplis.

Le Luxembourg souligne en outre le rôle important que peut jouer la Commission de consolidation de la paix pour encourager toutes les parties, dans les pays dont elle s'occupe, à prévoir dans leurs stratégies de consolidation de la paix, la

participation des femmes et de veiller à ce que les organisations féminines de la société civile soient effectivement consultées et représentées dans les formations spécifiques par pays. On pourrait aussi envisager que le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social entament un dialogue sur la meilleure manière d'aborder les effets néfastes des conflits sur les femmes et de réfléchir sur les façons d'impliquer les femmes à participer pleinement dans les efforts de paix et de reconstruction après un conflit.

Mon pays veille à l'inclusion systématique de la dimension du genre dans ses projets de coopération pour mieux répondre aux objectifs du Millénaire pour le développement et soutient pleinement les initiatives de paix prises par des groupes locaux de femmes, ainsi que le travail exhaustif des organisations non gouvernementales pour assurer une participation paritaire des femmes dans les situations d'après conflit. Nous nous félicitons enfin de la participation à ce débat d'une représentante du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur les femmes, la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Normandin (Canada) : Dans un premier temps, au nom du Gouvernement canadien, je tiens à remercier la présidence vietnamienne d'avoir convoqué ce débat public sur la résolution 1325 (2000). Répondre aux besoins des femmes et des filles dans les situations de conflit est un volet incontournable des responsabilités de ce Conseil.

Or, nous le savons, les besoins des femmes et des filles dans les situations de conflit et d'après conflit sont particuliers et, hélas, souvent négligés. L'adoption de la résolution 1889 (2009) aujourd'hui répond à un important corpus de recherche qui confirme ce que nous avons toujours su : l'instauration d'une paix durable ainsi que le rétablissement et le développement dans les pays sortant de conflit exigent la participation utile des femmes à tous les aspects et à tous les niveaux du processus de paix. Seule une voix forte et soutenue permettra aux femmes en situation de conflit d'échapper au statut de victime et d'infléchir favorablement le cours des événements. Nous demandons au Conseil de sécurité de veiller à ce que leur appel soit entendu de façon claire et nette.

En particulier, le Canada voudrait attirer l'attention du Conseil sur la participation des femmes aux processus de paix et sur une étude du Fonds de

développement des Nations Unies pour la femme, à laquelle nous avons fait référence plus tôt aujourd'hui, montrant que la proportion des femmes dans les délégations chargées des négociations de paix s'établit en moyenne à 7 %. Les États Membres, le Secrétariat de l'ONU ainsi que les médiateurs de paix internationaux ont la responsabilité commune de veiller à ce que cette proportion augmente et à ce que les femmes soient systématiquement incluses dans tous les processus de paix, officiels ou non. Le Canada souhaite vivement que le Conseil de sécurité et le Secrétariat de l'ONU fassent en sorte que cela devienne pratique courante.

Le Canada a coparrainé les résolutions 1820 (2008) et 1888 (2008) portant sur la violence sexuelle dans les conflits. Ces deux résolutions du Conseil de sécurité ajoutent à la résolution 1325 (2000) en décrivant une série de mesures concrètes à prendre pour contrer plus systématiquement la violence sexuelle. Le Canada note avec satisfaction l'appel à la nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général qui serait chargé d'assurer une direction stratégique et de renforcer les mécanismes de coordination des Nations Unies pour lutter contre la violence sexuelle.

Le Canada accueille aussi très favorablement les recommandations contenues dans le récent rapport du Secrétaire général (S/2009/465) concernant la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Nous aimerions plus particulièrement faire écho aux appels lancés par le Secrétaire général relativement à l'adoption d'un mécanisme de suivi et de responsabilisation concernant tous les aspects de la résolution 1325 (2000), notamment la participation des femmes aux processus de paix.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

La mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) se poursuit, tant au niveau national qu'à celui de l'ONU. Nous marquerons l'an prochain le dixième anniversaire de cette résolution, et le temps est venu de procéder à un rigoureux examen des progrès que nous avons accomplis, ainsi que des lacunes à corriger.

Du côté positif, il y a eu de remarquables réalisations par les nombreux intervenants dévoués qui continuent à promouvoir et à protéger les droits des femmes et des filles, y compris les efforts déployés par des organisations de la société civile. Par ailleurs, il nous manque encore des mécanismes institutionnels et des plans d'action. À cet égard, la création prochaine

d'un comité directeur chargé de renforcer la coordination au sein du système des Nations Unies, et ce à la veille du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution, est la bienvenue.

Il y a actuellement 13 conseillers pour l'égalité des sexes affectés à plein temps aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, y compris aux missions intégrées. Chaque mission de l'ONU devrait compter dans ses effectifs, et en permanence, un conseiller pour l'égalité des sexes adéquatement formé, dont le travail serait systématiquement intégré à l'opération et qui disposerait de ressources stables lui permettant de mener ses fonctions à bien. Cela devrait déjà être une pratique normalisée. Nous nous félicitons également de la nomination prévue de conseillers pour la protection des femmes, selon la résolution 1889 (2009) adoptée aujourd'hui.

Je voudrais dire quelques mots à propos de la consolidation de la paix. La Commission de consolidation de la paix est porteuse de grands espoirs en ce qui concerne l'implication des femmes et des filles dans la conception et l'opérationnalisation des stratégies d'après conflit. En conformité avec la résolution 1820 (2008), chacun des quatre pays à l'ordre du jour ont adopté des stratégies pour la participation des femmes à la gouvernance, à la réforme du système de sécurité, aux institutions des droits de l'homme ainsi qu'aux autres aspects clefs de la reconstruction après un conflit. En sa qualité de président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix, le Canada a collaboré avec le Gouvernement de ce pays et ses partenaires internationaux pour veiller à ce que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soient des composantes essentielles des efforts de consolidation de la paix dans ce pays.

Enfin, nous souhaitons aussi aborder la question de la comparution en justice des auteurs d'actes de violence sexuelle. Comme nous le savons tous, ce type de violence demeure endémique dans les zones touchées par un conflit. Et il arrive trop souvent que ces crimes restent impunis, et cela perpétue le cycle de la violence sexuelle. À cette fin, le Canada réitère l'appel contenu dans la résolution 1888 (2009) concernant la mise sur pied d'une équipe à déploiement rapide composée d'experts de la violence sexuelle, et propose qu'un mécanisme d'intervention rapide de l'ONU, au service de la justice, soit envisagé comme moyen de donner suite à cet appel.

Pour terminer, une paix durable est une paix qui appartient à tous, y compris aux femmes. Alors que nous approchons du dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000), nous pouvons reconnaître les progrès accomplis dans sa mise en œuvre. Mais nous devons aussi convenir qu'il faut en faire davantage. Les indicateurs mondiaux permettant de suivre l'application de la résolution 1325 (2000), comme le prévoit la résolution adoptée aujourd'hui, seront fort utiles à cet égard. Mais n'attendons pas davantage. Nous devons continuer à agir dès à présent, notamment sur le terrain, pour mettre en pratique la résolution 1325 (2000).

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Norvège.

M. Wetland (Norvège) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole.

Quelle différence en un an! Huit ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000), le Conseil de sécurité discutait toujours de savoir si la violence sexuelle était une question pertinente pour la paix et la sécurité. Puis est venue la résolution 1820 (2008), qui a établi très clairement que là où les femmes sont en danger, il n'y a pas de sécurité. Pourtant, la communauté internationale est trop longtemps restée ambivalente et indécise quant à la mise en œuvre et aux mesures à prendre sur le terrain jusqu'à la semaine dernière.

Aujourd'hui, le Conseil a adopté une résolution importante, mais je voudrais également le féliciter d'avoir adopté à l'unanimité la résolution 1888 (2009), qui comprend des recommandations détaillées mais concrètes. Il s'agit vraiment d'un travail dont le Conseil peut être fier.

C'est au niveau de la direction que tout a changé. Ces derniers mois, en effet, nous avons vu comment des hommes – et surtout des femmes – occupant des postes de responsabilité ont décidé de faire de la lutte contre la violence sexuelle dans les conflits armés leur première priorité. Deux leçons doivent en être tirées. Premièrement, quand on veut réellement atteindre un objectif sur le plan politique, on peut le faire, et deuxièmement, les femmes qui occupent des postes de responsabilité peuvent faire la différence.

Un an avant le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), le temps est venu à présent de faire montre, au sein du Conseil et de la communauté internationale, de la même détermination

face aux problèmes qui s'opposent encore à la promotion de la question des femmes, de la paix et de la sécurité. Les femmes doivent être reconnues non seulement comme des victimes de la guerre et des bénéficiaires de la paix, mais plus important encore, comme des agents de la paix et de la sécurité. Nous nous félicitons donc du fait que ce débat public montre la voie à suivre pour les 12 mois à venir, une voie non plus parsemée de nouveaux engagements et de regrets réitérés, mais signalant clairement les résultats spécifiques qui devront être obtenus et évalués d'ici à octobre 2010.

Nous appuyons l'appel du Secrétaire général au Conseil pour qu'il établisse d'urgence un mécanisme de suivi dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Un tel mécanisme doit comporter des indicateurs et des repères clairs, notamment concernant la participation des femmes à tous les niveaux du maintien de la paix, de la consolidation de la paix, de la négociation et de la médiation après un conflit. À ce sujet, il est également crucial d'évaluer les investissements financiers et les dispositifs de financement tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Toutefois, tandis que ce type de suivi est nécessaire et bienvenu, les faits essentiels sont déjà bien connus. Les femmes sont sous-représentées, les besoins des femmes sont sous-financés et le savoir-faire fait défaut sur les questions de parité, tant sur le terrain que dans les capitales. Comme le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme le fait observer dans son excellente étude sur l'évaluation des besoins après les conflits, seulement 2 % des signataires des accords de paix sont des femmes, tandis que moins de 8 % des budgets affectés aux processus de relèvement après un conflit mentionnent spécifiquement les besoins de femmes.

Cela doit changer, et la Norvège est disposée à poursuivre sa contribution à cet égard. Rien que cette année, nous avons spécialement affecté plus de 50 millions de dollars à l'autonomisation des femmes, dont la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) est un élément clef. Puisque nous appliquons notre propre plan d'action national depuis le début de l'année 2006, nous avons tiré un certain nombre d'enseignements. Le plus important est de reconnaître le besoin de surmonter les obstacles traditionnels, comme le machisme, et de prendre des mesures dynamiques dans les domaines financier et politique afin d'associer directement les femmes, tant aux structures de

gouvernance formelles qu'à la coopération avec la société civile. Nous avons créé une équipe spéciale consacrée à l'égalité des sexes au Ministère des affaires étrangères, afin d'intégrer ces préoccupations dans tous les aspects de notre politique étrangère, y compris dans le suivi de la résolution 1325 (2000).

Une telle démarche est tout aussi pertinente au sein du système des Nations Unies. Nous apprécions l'attachement du Secrétaire général aux questions de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, et nous voudrions l'encourager à poursuivre dans son rôle moteur sur ce point, avec la création de cette nouvelle entité composite chargée des questions d'égalité des sexes adoptée par l'Assemblée générale le mois dernier, et avec la nomination de représentants spéciaux et d'envoyés spéciaux sur le sujet. La nomination d'un conseiller pour l'égalité des sexes au Département des affaires politiques serait également très appréciée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Irlande.

M^{me} Anderson (Irlande) (*parle en anglais*) : Nous remercions chaleureusement le Viet Nam d'avoir organisé ce débat. Nous nous associons à la déclaration que la Suède a faite ce matin au nom de l'Union européenne.

Je voudrais commencer en évoquant un souvenir personnel : il y a presque 17 ans, en décembre 1992, je me suis rendue en ex-Yougoslavie dans le cadre de la mission de l'Union européenne chargée d'enquêter sur des viols de femmes pendant la guerre dans les Balkans; cette expérience a profondément marqué tous les participants, c'était la fin de l'illusion selon laquelle la barbarie restait confinée à des lieux reculés. Là, au cœur de l'Europe, au seuil du XXI^e siècle, le viol était de nouveau une arme de guerre. Dans un article écrit avec un collègue après cette mission, nous avons abordé différents aspects de ce qui s'était passé. Nous avons inclus la remarque suivante : « Une distribution des rôles qui voit les hommes négocier la paix à Genève tandis que les femmes élaborent des programmes d'aide aux victimes est absolument inacceptable ».

Cette question des rôles et des responsabilités demeure au centre de notre débat aujourd'hui. Il est impératif que la dualité de la situation des femmes – qui sont victimes autant qu'actrices – soit pleinement reconnue. Les hommes habitent simultanément ces deux espaces depuis toujours – ils sont victimes et

vainqueurs, maîtres de guerre et artisans de paix. Les femmes ont généralement été confinées au rôle de victimes, de dommage collatéral de la guerre et, si elles venaient à être présentes, elles étaient une sorte d'élément accessoire à la table de la paix.

La résolution 1325 (2000), qui a été adoptée il y a neuf ans, tente de renverser les modèles qui prévalent depuis des siècles. L'histoire se reproduit sans fin, les principes de base étant presque toujours les mêmes. Les hommes qui étaient en première ligne pendant le conflit estiment qu'ils ont gagné le droit exclusif de négocier la paix. Les femmes qui luttent pour maintenir l'unité de leur foyer après la fin des hostilités ont d'autres priorités. Mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) revient donc à escalader des montagnes. Si nous voulons franchir la première étape, nous avons besoin d'un réel changement d'attitude, d'une transformation.

J'ai été frappé par un commentaire de la Secrétaire d'État, Hillary Clinton, lors d'une réunion autour d'un petit déjeuner durant le débat de haut niveau de l'Assemblée générale. M^{me} Clinton a dit que les médias de son pays lui demandent en permanence pourquoi elle passe tant de temps sur des questions « secondaires, sans importance » telles que celle des femmes dans les situations de conflit. Elle a, dit-elle, dû expliquer pour la énième fois que ces questions ne sont pas secondaires mais primordiales, et qu'elles sont des questions essentielles en matière de politique étrangère. L'expérience de la Secrétaire d'État illustre une réalité : nombre de commentateurs, d'analystes et de maîtres à penser n'estiment pas à sa juste valeur le type de débat que nous avons aujourd'hui. Le signe du politiquement correct est visible, mais pas la conviction ni la priorité que ces questions méritent de se voir accorder.

Globalement, le rapport du Secrétaire général (S/2009/465) se prête à une lecture modérée. Il comporte quelques points brillants, en particulier en ce qui concerne la formation, et toutes les réussites méritent d'être reconnues et saluées. Toutefois, les statistiques – pour ne citer qu'un exemple, 2,4 % seulement des signataires des accords de paix conclus depuis 1992 sont des femmes – parlent d'elles-mêmes.

En cherchant à trouver des moyens d'aller de l'avant, le rapport du Secrétaire général insiste à juste titre sur l'importance des plans nationaux. L'Irlande élabore actuellement son propre plan d'action national. Dans le cadre de ce processus, nous avons lancé une initiative d'apprentissage mutuel guidée par l'expérience des femmes et des hommes originaires de

pays sortant d'un conflit. Nous travaillons actuellement en partenariat avec le Libéria et le Timor-Leste dans le cadre d'un exercice tripartite d'apprentissage mutuel. Par cette collaboration, notre objectif est de faire en sorte d'apporter un changement réel et immédiat pour les femmes qui ont vécu des conflits et qui peuvent et devraient être actrices de l'édification de l'État et de la consolidation de la paix. Une première réunion d'apprentissage mutuel s'est tenue en juin dernier, une deuxième doit avoir lieu au Timor-Leste en décembre prochain et une troisième est prévue au Libéria début 2010. Un rapport sur le processus sera communiqué à l'ONU avant le dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000).

Un effort supplémentaire a été fait pour encourager les discussions interrégionales sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) avec l'organisation cette année à Dublin de la réunion ministérielle du Réseau Sécurité humaine. Le Représentant permanent du Costa Rica a décrit cette initiative ce matin dans sa déclaration, je ne vais donc pas répéter ce qu'il a dit.

Ma dernière remarque concerne l'importance que revêt la coordination. Il faut instaurer au sein du système des Nations Unies un guichet unique pour offrir orientation et conseils aux États Membres qui élaborent des plans nationaux. Nous suggérons que l'Équipe spéciale interorganisations sur les femmes, la paix et la sécurité soit chargée d'attribuer cette fonction. À l'échelle nationale aussi, les centres de coordination peuvent fournir stimulation et direction. En Irlande, Nuala O'Loan, femme réputée possédant une vaste et très pertinente expérience, a été nommée envoyée spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité. Ce modèle pourrait peut-être être utile ailleurs.

Aucun d'entre nous ici ne doute de l'ampleur de la tâche et de du caractère urgent des mesures à prendre. L'année prochaine, le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) est une occasion à ne pas manquer – non pour nous adonner à un nouveau festiverbal mais pour évaluer, établir une stratégie et nous engager. Dans le cadre de l'initiative collective en vue de préparer et de marquer cet anniversaire, nous attendons du Conseil de sécurité qu'il continue à faire preuve d'allant et de détermination.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Cornado (Italie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter d'avoir convoqué cette importante séance sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Je remercie également la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Migiro, la Sous-Secrétaire générale, M^{me} Mayanja, la Directrice exécutive, M^{me} Alberdi, et M^{me} Amin.

L'Italie souscrit à la position exprimée par la Suède au nom de l'Union européenne.

Il est tragique que la violence sexuelle continue d'être utilisée en toute impunité comme arme de guerre pour détruire la structure même de la société dans de nombreux conflits de par le monde. Cette pratique doit prendre fin. Comme l'a dit la Secrétaire d'État, M^{me} Clinton, dans cette salle, il y a seulement quelques jours (voir S/PV.6195), la nature déshumanisante de la violence sexuelle mine la stabilité sociale et politique, sape le progrès économique et nous empêche tous d'aller de l'avant.

L'Italie s'est engagée à faire de cette question l'une des priorités absolues de son action internationale. Dans le cadre de la présidence italienne du Groupe des Huit (G-8), mon Gouvernement a convoqué à Rome les 9 et 10 septembre une conférence internationale sur la question de la violence contre les femmes. Dans les conclusions présidentielles à l'issue de cette réunion, nous avons clairement dit que la violence contre les femmes et les filles est un crime de guerre et un crime contre l'humanité. Les participants se sont engagés à tout faire pour assurer la mise en œuvre aussi complète que possible des résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008), surtout pour éliminer le sentiment d'impunité qui est toujours largement répandu chez les auteurs de ces crimes.

Le recours à la violence sexuelle en tant que tactique de guerre est une urgence mondiale évidente. Ces 18 derniers mois, le Conseil de sécurité a fait preuve d'un grand dynamisme dans ce domaine. Avec du recul, nous pouvons dire que l'adoption de la résolution 1820 (2008) a en effet été un grand tournant. Elle a clairement établi que la violence sexuelle en situation de conflit armé, lorsqu'elle est utilisée comme une tactique de guerre, est une question de paix et de sécurité, et qu'elle relève tout à fait des compétences du Conseil. L'Italie est fière d'avoir été l'un des auteurs de cette résolution décisive et d'avoir activement contribué à sa rédaction.

La résolution 1820 (2008) nous a permis de mieux comprendre les conséquences de la violence

sexuelle lorsque celle-ci est utilisée comme arme de guerre, ce qui a permis au Conseil d'adopter deux autres résolutions importantes : la résolution 1882 (2009) et, la semaine dernière seulement, la résolution 1888 (2009). Toutes deux fournissent au Conseil de nouveaux outils importants et efficaces pour mettre fin à l'impunité et demander des comptes aux auteurs de ces crimes odieux. Il revient à présent au Conseil d'utiliser ces outils et d'appliquer les résolutions pleinement et sans plus attendre.

Nous encourageons le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés à utiliser toute la gamme de moyens à sa disposition pour sanctionner les parties responsables de viols et de violence sexuelle contre des enfants. Nous attendons avec impatience la nomination prochaine par le Secrétaire général d'un représentant spécial pour les femmes, la paix et la sécurité pour apporter une direction, une coordination et un soutien qui sont absolument nécessaires. Nous sommes également convaincus de l'importance qu'il y a à trouver des moyens de faire en sorte que des informations plus pertinentes et plus détaillées soient communiquées au Conseil, principalement en ce qui concerne l'identité des parties responsables de ces graves violations.

La sécurité des femmes doit être garantie. Les violences doivent faire l'objet de poursuites. La pratique des amnisties générales doit être abandonnée. Néanmoins, la protection des femmes n'est que l'un des piliers de la résolution 1325 (2000). Les femmes sont des agents du changement et des actrices essentielles de la paix, de la stabilisation, de la reconstruction et du développement durable. Ce message était l'un des principaux de la résolution 1325 (2000). Nous devons à présent agir avec la même détermination pour réaliser des progrès comparables en matière d'autonomisation des femmes et garantir qu'elles participent véritablement et sur un pied d'égalité à toutes les étapes du rétablissement de la paix, de la prévention des conflits, des processus de paix et de la consolidation de la paix.

Comme indiqué dans les conclusions du Président à la réunion du Groupe des Huit auxquelles j'ai fait référence, la paix et la sécurité internationales dépendent également du rôle tenu par les femmes et de leur participation, sur un pied d'égalité, au développement social et aux mécanismes de gouvernance aux niveaux local, national et mondial. La résolution 1889 (2009) adoptée aujourd'hui par le

Conseil est une première étape importante en ce sens, et nous félicitons le Viet Nam d'avoir pris cette initiative.

Le rôle des femmes est particulièrement important dans les efforts de consolidation de la paix, ce que reconnaît la mission spécifique axée sur l'égalité des sexes confiée à la Commission de consolidation de la paix. Après un conflit, les femmes sont souvent victimes de sévices atroces et peuvent être stigmatisées de manière irraisonnée en raison des violences qu'elles ont subies. En même temps, elles sont le pilier de familles qu'il faut de nouveau rassembler et de sociétés qu'il faut reconstruire. Elles sont les éducatrices des générations futures, les partenaires de la réinsertion des ex-combattants, les mères d'enfants orphelins de père et les seules actrices dynamiques de l'économie dans une société ravagée. Pour ces raisons, une paix construite sans tenir compte des besoins et des espoirs des femmes ne peut pas s'inscrire dans la durée.

Comme nous l'avons maintes fois répété, il ne s'agit pas simplement de savoir combien de femmes participent à la vie politique et à la prise de décisions; il s'agit de permettre aux femmes de défendre leur position sur des questions extrêmement importantes pour leur autonomisation. Cela n'est possible que par un engagement total de la société civile et des organisations féminines, et c'est pourquoi il faut toujours tenir pleinement compte des besoins en matière de ressources, de formation et de renforcement des capacités. L'Organisation des Nations Unies peut contribuer de manière considérable à faire en sorte, par exemple, que la participation des femmes soit mieux prise en compte dans les mandats des missions de maintien de la paix et que ces missions disposent du savoir-faire et des ressources si nécessaires, y compris par l'adjonction d'une composante axée sur l'égalité des sexes dans toutes ses missions de consolidation de la paix et toutes ses missions politiques.

Enfin, je réaffirme la ferme détermination de l'Italie à appliquer dans son intégralité la résolution 1325 (2000) et à promouvoir la participation et l'autonomisation des femmes. Ces questions sont prioritaires aussi bien dans le cadre de notre action politique que de notre coopération pour le développement. À cette fin, nous avons financé plusieurs projets du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) axés sur l'application de la résolution 1325 (2000) en Afrique de l'Ouest, et nous avons commencé à élaborer un plan d'action national. L'Italie est un des principaux

fournisseurs de contingents aux missions de maintien de la paix des Nations Unies et, de ce fait, a un rôle important à jouer pour faire en sorte que la résolution 1325 (2000) occupe une place centrale dans toutes les missions de l'Organisation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République-Unie de Tanzanie.

M^{me} Taj (République-Unie de Tanzanie) (*parle en anglais*) : Nous nous associons aux autres délégations pour féliciter la délégation vietnamienne, dirigée par le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, d'avoir organisé ce débat important. Le présent débat témoigne de la nécessité pour le Conseil de sécurité de continuer de se saisir de la question de la protection des femmes et des filles en période de conflit et dans les situations d'après conflit. Nous remercions également le Secrétaire général pour son rapport (S/2009/465). Nous approuvons ses recommandations et appelons à leur mise en œuvre. Nous appuyons également la recommandation du Secrétaire général relative à l'organisation d'une réunion ministérielle de haut niveau à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), bien que nous aurions préféré qu'elle soit organisée à un plus haut niveau. Je tiens également à remercier la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Asha Rose Migirom, pour sa détermination à faire progresser les droits de la femme, exprimée dans sa déclaration de ce matin.

Nous apprécions aussi à leur juste valeur les contributions au débat de M^{me} Mayanja, M^{me} Alberdi et M^{me} Amin ainsi que d'autres acteurs, notamment le Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé et différentes Organisations non gouvernementales pour leur action dans l'application de la résolution 1325 (2000).

Nous sommes préoccupés par le fait que, bien que plusieurs mesures aient été prises suite à la résolution 1325 (2000), les progrès accomplis dans son application demeurent limités et que les femmes et les filles continuent d'être lourdement touchées par la guerre et de subir en particulier les effets dévastateurs de la violence sexuelle et sexiste. Nous espérons que la

nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général, telle que prévue par la résolution 1888 (2009), donnera un nouvel élan à l'action menée par l'Organisation des Nations Unies dans la lutte contre ces actes de violence horrible commis contre des femmes et des enfants, filles et garçons. Nous espérons aussi que cette nomination ne va pas conduire à une réaffectation des ressources d'une approche globale de la question des femmes, de la paix et de la sécurité à une approche basée sur la participation, la protection et la prévention. Nous déplorons profondément l'utilisation du sexe comme arme de guerre et appelons à une action concertée pour mettre fin à l'impunité en la matière.

Nous devons promouvoir les droits de l'homme de tous et faire en sorte que toutes les personnes puissent en jouir, en particulier les femmes et les filles vivant dans des zones de conflit. L'accès à l'éducation, à la santé et à d'autres formes d'aide humanitaire est un droit fondamental; c'est pourquoi nous condamnons fermement les parties à des conflits qui détruisent les écoles, les structures de santé, le matériel humanitaire ainsi que ceux qui empêchent les femmes et les filles d'avoir accès à l'éducation. Le Conseil de sécurité doit envisager de prendre des mesures à l'encontre de ces parties, y compris des sanctions ciblées, et doit insister sur le fait que l'accès des personnes au personnel humanitaire et à l'aide humanitaire ne doit pas être entravé.

En outre, dans le cadre du règlement des conflits et du processus de consolidation de la paix, le Conseil de sécurité et la Commission de la consolidation de la paix doivent veiller à ce que des ressources soient consacrées au retour de l'état de droit et au renforcement du système judiciaire et des organes chargés d'assurer le respect des lois. Des mécanismes doivent également être mis en place pour traduire en justice toutes les personnes impliquées dans des violations de droits de l'homme.

La participation des femmes est nécessaire pour garantir la légitimité du processus de prise de décisions, pour encourager une large participation, pour rendre possible une paix et un développement durables et pour protéger les femmes et les filles. L'application de la résolution 1325 (2000) et des résolutions ultérieures en rapport avec les femmes et la paix et la sécurité est indispensable à la promotion de la participation des femmes. Nous tenons également à souligner que nous pouvons contribuer à améliorer la vie de femmes et d'enfants en appliquant ces

résolutions en même temps que le Programme d'action de Beijing et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

L'Organisation des Nations Unies doit montrer l'exemple dans le cadre de son action en faveur d'une participation accrue des femmes en nommant davantage de femmes aux fonctions d'encadrement au sein de l'Organisation, y compris dans les domaines en rapport avec le règlement des conflits et la consolidation de la paix. Au niveau local, nous devons nous intéresser aux raisons de la participation insuffisante des femmes aux processus de paix et donner aux groupes de femmes les moyens d'agir aux plans social, politique et économique. En outre, nous recommandons que les membres du Conseil de sécurité rencontrent des groupes locaux de femmes au cours de toutes les missions menées par le Conseil.

Pour terminer, je tiens à réitérer la détermination du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie à faire face aux difficultés rencontrées par les femmes et les enfants dans les situations de conflit ainsi qu'à défendre et à protéger leurs droits. Nous appuyons également la résolution 1889 (2009) que le Conseil a adoptée aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à la représentante de la Suisse.

M^{me} Grau (Suisse): Monsieur le Président, permettez-moi de vous remercier pour l'organisation de ce débat public ainsi que pour le séminaire sur la résolution 1325 que votre pays a tenu à Hanoï en juillet et que la Suisse a eu le plaisir de soutenir. De plus, je voudrais m'associer à la déclaration prononcée par le Représentant permanent du Costa Rica au nom du Réseau Sécurité humaine.

Le débat d'aujourd'hui est le huitième depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000). Le Conseil de sécurité a adopté sept déclarations présidentielles pour sa mise en œuvre. Sur l'un des aspects clefs de la résolution, la violence sexuelle dans les conflits armés, nous avons pu noter des progrès impressionnants. Je pense à la résolution 1820 (2008) et, tout dernièrement, à la résolution 1888 (2009), qui ont été adoptées grâce à l'engagement des États-Unis et qui doivent maintenant être appliquées. De façon générale, la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) reste insatisfaisante. Les faits et les chiffres, démontrés par diverses études, notamment du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), sont parlants.

Il reste donc à savoir comment nous pouvons faire en sorte que le programme avance efficacement et que soit mis en œuvre ce que nous nous sommes engagés à réaliser.

Premièrement, la Suisse a récemment évalué son plan d'action national de 2007 et continue d'améliorer cet instrument. Elle augmentera, grâce à son pool d'experts, les détachements de personnel féminin dans les opérations de maintien de la paix ainsi que l'envoi de médiatrices. Elle améliorera la prise en compte généralisée de la question de la parité des sexes dans tous les aspects de sa politique étrangère, y compris dans ses programmes de promotion de la paix et de coopération au développement. La Suisse se réjouit d'échanger ses expériences avec d'autres pays et partenaires.

Deuxièmement, en tant que membre du Groupe des amis de la 1325, présidé par le Canada, la Suisse soutiendra activement les préparatifs du dixième anniversaire. Mais si nous voulons avoir une raison de célébrer, il nous faut une approche stratégique et un programme intelligent. Il est indispensable de renforcer la responsabilité du Conseil, d'accroître le leadership dans ce domaine et d'améliorer le suivi de la résolution en général.

À cette fin, l'organisation non gouvernementale Working Group on Women, Peace and Security, en étroite collaboration avec la Suisse, a élaboré un concept d'accompagnement de la mise en œuvre de la résolution. Cette initiative, intitulée « Accountability and Action for the 10th Anniversary of Security Council Resolution 1325 (2000) » analysera, sur une base mensuelle, toutes les actions du Conseil. Elle contribuera, par des propositions concrètes, à la mise en œuvre systématique de la résolution. Mais si ce projet veut avoir du succès, il nous faudra d'avantage de partenaires. Nous invitons tous les États à se joindre à nos efforts par leur soutien politique et/ou financier.

Troisièmement, le Conseil dispose déjà d'excellents instruments. Une prise en compte généralisée de la question de la parité des sexes dans toutes les opérations de paix, l'utilisation cohérente du régime de sanctions et la mise en place d'une unité chargée des questions d'égalité des sexes forte et de haut niveau, sont des aspects clefs pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000).

Il nous faut réfléchir à la façon dont le Conseil pourra utiliser de manière plus stratégique les instruments existants ou même réfléchir à en établir de

nouveaux. Le Groupe d'experts informel sur la protection des civils dans les conflits armés pourrait traiter les aspects prévention de la résolution. En ce qui concerne la protection, le modèle du mécanisme développé pour les enfants par les résolutions 1612 (2005) et 1882 (2009), combiné aux nouveaux instruments de la résolution 1888 (2009) est un exemple prometteur. Un pool d'expertes ou une commission de haut niveau pour la promotion des femmes pourrait répondre à l'aspect du renforcement du rôle des femmes de la résolution.

Beaucoup de travail nous attend. Commençons aujourd'hui, ici et ensemble.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée.

M. Kim Bonghyun (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer mon intervention en remerciant la présidence vietnamienne du Conseil de sécurité pour le document de réflexion publié en prévision du présent débat public (S/2009/490). Mes remerciements vont également au Secrétaire général pour son excellent rapport (S/2009/465) qui donne un aperçu complet de l'application de la résolution 1325 (2000) et propose des mesures spécifiques pertinentes.

Nous nous félicitons de l'adoption, ce matin, de la résolution 1889 (2009), qui réaffirme la détermination du Conseil à voir appliquées pleinement la résolution 1325 (2000) et les autres résolutions importantes adoptées sur cette question, notamment les résolutions 1820 (2008) et 1888 (2009).

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, il y a eu au cours de l'année écoulée des progrès à certains égards dans la mise en œuvre de la résolution. Par exemple, des avancées majeures ayant été enregistrées sur le plan de l'élaboration de plans d'action nationaux. La coopération et la collaboration mises en place entre différents partenaires, notamment les entités des Nations Unies, telles que le Département des opérations de maintien de la paix, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), pour élaborer des plans d'action nationaux dans diverses

zones sortant d'un conflit, sont tout à fait louables. Certains exemples de pratiques de référence, comme le cas du Libéria, peuvent orienter l'établissement de futurs plans d'action.

Il s'agit sans nul doute d'un élément positif, mais le rapport illustre également un certain nombre de difficultés persistantes concernant l'application de la résolution. Je voudrais souligner en particulier trois éléments clefs.

Le premier concerne la violence sexuelle. Nous savons tous combien la situation est grave et combien il est difficile d'inverser la tendance à la multiplication des actes de violence sexuelle et leur impact. À cet égard, ma délégation accueille avec satisfaction la résolution 1888 (2009), adoptée il y a tout juste cinq jours, et qui signale des mesures spécifiques que l'ONU et les États Membres doivent prendre pour prévenir et réprimer la violence sexuelle. Nous espérons que la nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général et le déploiement rapide d'une équipe d'experts contribueront considérablement à nos efforts pour mettre fin à la violence sexuelle.

Le deuxième élément concerne l'insuffisance persistante de la participation des femmes tout au long du processus de paix, qui est pourtant un élément fondamental de la résolution 1325 (2000). Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, la quasi-absence des femmes aux tables des négociations de paix reste un sujet de préoccupation, de même que leur nette sous-représentation aux fonctions de médiation dans la plupart des pays touchés par des conflits. Il convient de noter que seuls 2,4 % des signataires des accords de paix conclus depuis 1992 étaient des femmes, et qu'aucune femme n'a jamais été nommée médiatrice en chef.

La République de Corée prie instamment les États Membres et l'ONU de prendre des initiatives plus vigoureuses pour veiller à ce que les femmes soient représentées à tous les niveaux de la prise de décisions. À cet égard, nous félicitons le Secrétaire général Ban Ki-moon d'avoir donné suite à la demande formulée dans la résolution 1325 (2000) en ce qui concerne l'accroissement du nombre de femmes à des postes de responsabilité dans le système des Nations Unies et en particulier dans les opérations de maintien de la paix. Il est encourageant de constater que trois femmes sont chefs de mission, et six autres chefs de mission adjointes, et qu'on dénombre cinq femmes secrétaires générales adjointes ou sous-secrétaires générales dans

le Département des opérations de maintien de la paix. Nous encourageons le Secrétaire général à renforcer cette tendance positive et nous espérons que ces efforts seront suivis dans les négociations de paix et les processus de reconstruction à l'échelle des pays en garantissant la participation pleine et entière des femmes.

Le troisième élément concerne le sous-financement des initiatives visant à satisfaire les besoins des femmes après un conflit. Comme l'indique le document de réflexion, il ressort de l'examen par UNIFEM de presque 17 000 projets, présentés dans le cadre de procédures d'appels globaux et éclairés concernant 23 pays sortant d'un conflit sur une période de trois ans, que moins de 3 % des projets soumis pour financement visent expressément à régler des questions relatives à la problématique hommes-femmes. En outre, seuls 8 % des budgets proposés comprenaient des éléments spécifiques répondant aux besoins des femmes. Pour pallier ces lacunes, ma délégation exhorte le système des Nations Unies à faire plus de place à la problématique hommes-femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'assistance.

Le recours aux projets à effet rapide est l'un des domaines dans lesquels les entités des Nations Unies pourraient redoubler d'efforts sans attendre. Ces projets sont conçus pour répondre aux besoins urgents des communautés sortant d'un conflit, or dans de nombreuses missions déployées sur le terrain, ces projets sont souvent sous-exploités, sans parler du fait qu'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes est rarement intégrée à ceux qui sont mis en œuvre. Du moment qu'une des principales caractéristiques des projets à impact rapide consiste à privilégier une approche basée sur la parité et l'âge, les missions de l'ONU et du PNUD possèdent le potentiel à même de lancer rapidement des projets à impact rapide pour répondre aux besoins urgents des femmes.

Ma délégation estime que la mise en œuvre effective de la résolution 1325 (2000) dépend en grande partie de la capacité générale du système des Nations Unies à assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. À cet égard, le renforcement de l'architecture en matière d'égalité hommes-femmes est un élément essentiel. Nous attendons avec impatience l'établissement rapide d'une entité composite, qui jouera un rôle moteur dans la mise en place d'un environnement propice à la mise en

œuvre effective de la résolution 1325 (2000) en appui aux efforts du Conseil de sécurité.

Pour conclure, la République de Corée partage les espoirs suscités par la célébration prochaine du dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000) en 2010. Nous espérons bien que cet anniversaire offrira une nouvelle occasion à l'ensemble des parties prenantes de renforcer les efforts en vue de la pleine application de la résolution 1325 (2000) pour instaurer des changements réels et durables dans l'existence des femmes et des filles.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Afrique du Sud.

M^{me} Rulumeni (Afrique du Sud) : Qu'il me soit permis de vous exprimer notre sincère gratitude, Monsieur le Président, pour avoir organisé ce débat sur une question aussi importante. L'Afrique du Sud accueille avec satisfaction le débat public et estime qu'il est aussi opportun, car il lance le processus de préparation de la célébration du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité en 2010. L'Afrique du Sud s'associe à la déclaration que fera l'Union africaine plus tard dans la journée.

La résolution 1325 (2000) a été adoptée il y a neuf ans. Dans le droit-fil de cette résolution, le thème d'aujourd'hui est « répondre aux besoins des femmes et des filles après un conflit pour une paix et une sécurité durables ». Il doit permettre d'examiner comment les États Membres et les organisations internationales et régionales pourraient améliorer encore la participation des femmes à toutes les étapes des processus de paix, notamment au règlement des conflits, à la planification postconflit et à la consolidation de la paix, y compris en renforçant leur implication dans la prise de décisions dans les toutes premières étapes des processus de relèvement. Si les femmes risquent d'être les premières victimes de la guerre, elles demeurent des agents actifs du changement et jouent un rôle essentiel dans le rétablissement et la reconstitution de leur famille. Les femmes contribuent aussi énormément à l'avènement de la démocratie et de la réconciliation dans les sociétés sortant d'un conflit.

L'Union africaine et les organisations sous-régionales offrent plusieurs avantages dans la recherche d'une prévention et d'un règlement effectifs des conflits. C'est pourquoi l'Assemblée de l'Union

africaine, dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir la participation des femmes au maintien de la paix, à la consolidation de la paix et à la sécurité, a pris des mesures concrètes et s'est engagée à ce que les organes de l'UA, les communautés économiques régionales et les États Membres, se fondant sur les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008), intègrent la question de l'égalité des sexes dans les politiques, les programmes et les activités sur les conflits et la paix. Cela contribuerait à garantir la pleine participation des femmes aux processus de résolution et de gestion des conflits.

Au niveau sous-régional, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes figurent au rang des principes fondateurs de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et sont consacrées dans le Traité de la CDAA. Nous avons été très honorés du rôle directeur joué par des femmes et de leur contribution importante lors des récents processus de paix et de négociations dans notre région. Le 17 août 2008, les chefs d'État de la CDAA ont signé le Protocole sur le genre et le développement, qui a été salué comme une mesure importante en faveur de l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et la réalisation de l'égalité et de l'équité entre les sexes.

Dans le contexte de la paix et de la sécurité, le Protocole stipule que les États parties doivent œuvrer à la mise en œuvre de mesures garantissant la représentation des femmes sur un pied d'égalité et leur participation à la prise des décisions essentielles dans les processus de consolidation de la paix d'ici à 2015, conformément à la résolution 1325 (2000). De surcroît, le Protocole précise que les États parties doivent, en période de conflit armé, prendre les mesures autant que cela s'avérera nécessaire pour prévenir et éliminer les conséquences des violations des droits de l'homme, s'agissant notamment des femmes et des filles, et pour veiller également à ce que les auteurs de telles violations soient traduits devant les tribunaux compétents.

Il faut d'urgence plaider encore plus vigoureusement en faveur de l'égalité participation et de la pleine adhésion des femmes à tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité. Nous estimons par ailleurs que toutes les parties prenantes dans l'application de la résolution contraignante devraient axer leur attention sur l'obtention des ressources suffisantes, les capacités permettant de relever les défis en la matière et

l'autonomisation des femmes grâce à des programmes éducatifs de manière à mieux faire connaître et comprendre les moyens de trouver des solutions durables. Nous encourageons les États Membres à finaliser et à concrétiser des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) qui prévoient d'assurer la formation nécessaire aussi bien des femmes que des hommes.

L'Afrique du Sud continue d'appuyer l'action de l'ONU et de l'Union africaine pour promouvoir la pleine et égale participation des femmes à tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité, ainsi que pour protéger les femmes et les filles contre les violences sexuelles. Notre expérience au sein de la CDAA nous a appris qu'il est important d'instaurer la solidarité entre tous les acteurs, notamment les femmes, et nous restons donc déterminés à rechercher dans le cadre de consultations et en collaboration des solutions pacifiques et durables aux conflits.

À cette fin, nous estimons qu'il est important pour les femmes au niveau des communautés locales de pouvoir participer à la recherche de solutions pour la reconstruction et le relèvement de leurs pays. On n'insistera jamais assez sur l'importance de la représentation et de la participation des femmes sur un pied d'égalité lors des processus formels de paix et de négociation.

La responsabilité première de la prévention des conflits et de la protection des femmes et des filles dans les situations de conflit et au lendemain des conflits ne devrait pas incomber à la seule communauté internationale. Cela aiderait à promouvoir la maîtrise locale des processus de paix. L'Afrique du Sud demeure attachée à la mise en œuvre pleine et effective des résolutions 1325 (2000), 1820 (2008) et 1888 (2009). En tant que membres de la communauté internationale, nous avons l'obligation de veiller à ce que les droits des femmes soient protégés et que leur place dans tous les aspects du processus de paix soit assurée.

Pour conclure, ma délégation continuera d'appuyer l'action de l'ONU et de l'Union africaine pour promouvoir l'égale participation et l'adhésion totale des femmes à tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité, ainsi que pour protéger les femmes et les filles dans les situations de conflit et d'après conflit.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant le représentant de la Finlande à prendre la parole.

M. Viinanen (Finlande) (*parle en anglais*) : Le représentant de la Suède a déjà parlé au nom de la présidence de l'Union européenne et je m'associe pleinement à sa déclaration. J'ai l'honneur de faire quelques observations supplémentaires.

Il y a neuf ans, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1325 (2000) aux fins de la protection des femmes, de leur participation et de la promotion de leurs droits dans les situations de conflit et d'après conflit. L'année dernière, le Conseil a adopté la résolution 1820 (2008), condamnant la violence sexuelle comme tactique de guerre, et la semaine dernière, il a adopté la résolution 1888 (2009) visant à renforcer encore la réponse de l'ONU à la violence sexuelle dans les situations de conflit. Nous nous félicitons de l'évolution récente en la matière et de la résolution 1889 (2009), adoptée aujourd'hui, qui attire notre attention sur la question cruciale de l'autonomisation des femmes et de leur participation dans les situations de conflit et d'après conflit.

Monsieur le Président, vous avez choisi une optique très pertinente pour ce débat ouvert sur les femmes et la paix et la sécurité. Consolider une paix durable nécessite plus que la simple absence de violence. Le rétablissement du droit, de l'économie locale et des services de base devrait être la priorité dans toute situation d'après conflit. Il faudrait parallèlement répondre à un besoin évident, à savoir garantir à tous sûreté et sécurité physique, ce qui comprend le fait de vivre sans crainte d'être soumis à la violence sexuelle ou au harcèlement.

Après un conflit violent, les femmes sont souvent les mieux placées pour identifier les besoins cruciaux de leurs communautés. On a besoin de leur expérience, leurs connaissances et leur détermination pour que les marchés reprennent vie, que les enfants retournent à l'école et que la communauté puisse panser ses plaies. Or, les femmes sont trop souvent tenues à l'écart des négociations de paix et des processus qui en découlent, au cours desquels on planifie et arrête les priorités et les budgets des activités de relèvement rapide et de consolidation de la paix. La Finlande insiste sur le droit des femmes de prendre pleinement part à la consolidation de la paix au lendemain des conflits.

Nous ne devons pas seulement veiller à ce que des femmes soient présentes à la table des négociations

à tous les niveaux de prise de décision. Nous devrions penser à œuvrer en faveur d'un accord sur des normes internationales, régissant la participation des femmes et des hommes aux processus mis en place en temps de paix et au lendemain des conflits. Nous devons aussi nous assurer que les femmes peuvent pleinement utiliser leur potentiel, leur savoir-faire et leur esprit d'initiative pour favoriser un relèvement rapide et durable et asseoir durablement la paix. À cet fin, la Finlande, conjointement avec le Libéria, a organisé le Colloque international sur l'autonomisation des femmes, l'esprit d'initiative, le développement et la paix et la sécurité internationales, à Monrovia, en mars dernier.

L'ONU joue un rôle unique dans la prévention des conflits, la médiation, et le maintien et la consolidation de la paix. Cependant, pendant les 60 ans d'existence des forces de maintien de la paix de l'ONU, pas plus de sept femmes ont exercé la fonction de représentant spécial du Secrétaire général sur le terrain. Aucune femme n'a jamais été nommée aux fonctions de médiateur principal dans un processus de paix de l'ONU. Il faut que cela change. Nous, États Membres de l'Organisation des Nations Unies, devons faire en sorte que ce changement ait lieu.

Nous exhortons l'ONU à diriger par l'exemple. Nous saluons les efforts du Secrétaire général pour accroître le nombre de femmes aux postes de direction, et nous l'encourageons à innover encore plus au cours de l'année à venir. Nous prenons note avec satisfaction de l'appel lancé au Secrétaire général dans la résolution récemment adoptée, pour que soit établie une stratégie à cette fin. Le Secrétaire général devrait veiller à ce que des femmes figurent parmi tous ses envoyés et représentants, dans tous les processus de paix officiels qu'ils conduisent. Ceux-ci devraient aussi s'enquérir du point de vue des femmes en dehors des négociations officielles. De surcroît, nous encourageons l'ONU, ainsi que la Banque mondiale et les organisations régionales compétentes, à inclure l'obligation d'assurer la participation des femmes dans les normes relatives à l'évaluation des besoins au lendemain des conflits, et à surveiller les crédits budgétaires alloués selon des critères de sexe.

L'année prochaine marquera le dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000). Il y a eu du progrès dans son application, mais il reste beaucoup à faire avant que soient concrétisés nos engagements.

La décision unanime prise par l'Assemblée générale, dans sa résolution 63/311, de créer une nouvelle entité sur l'égalité des sexes était attendue depuis longtemps. Maintenant, nous devons viser un objectif ambitieux : la mise en place et l'entrée en fonctions de la nouvelle entité d'ici à la mi-2010. Cela constituera un pas important vers l'amélioration de la contribution effective de l'ONU à la promotion des droits des femmes et de leur participation partout dans le monde, y compris dans les situations de conflit et d'après conflit.

L'adoption récente de la résolution 1888 (2009) demandant la nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général pour diriger l'action de l'ONU contre la violence sexuelle en situation de conflit et en améliorer la cohérence et la coordination, a été un grand pas en avant. Garantir la participation totale et les droits des femmes et des filles est le meilleur moyen de prévenir la violence sexuelle, et le mandat du nouveau représentant spécial devrait être établi dans cette optique.

De surcroît, nous avons besoin d'indicateurs pour contrôler ce qui a été ou n'a pas été fait. À cet égard, nous nous réjouissons de ce que la nouvelle résolution prévoit un délai pour la mise en place d'indicateurs mondiaux. Toutefois, les indicateurs doivent être complétés par un mécanisme de surveillance de l'application et par la volonté politique de faire en sorte que le prix à payer en cas de non-application soit plus élevé qu'il ne l'est aujourd'hui. En fin de compte, c'est la paix elle-même qui paye le prix de l'exclusion des femmes des processus de maintien de la paix et de consolidation de la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant le représentant du Nigéria à prendre la parole.

M. Sekudo (Nigéria) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation nigériane, je tiens à féliciter la présidence vietnamienne du Conseil de sécurité d'avoir pris l'initiative de cette séance importante sur la résolution décisive 1325 (2000), qui a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité, il y a neuf ans. Le Nigéria note avec satisfaction la profondeur de l'analyse faite par le Secrétaire général dans son rapport (S/2009/465) et l'effort entrepris pour traduire la résolution 1325 (2000) en une réalité concrète pour les femmes et les filles dans le monde entier. Nous remercions la Sous-Secrétaire générale de son allocution. Nous félicitons aussi M^{me} Rachel

N. Manyanja, M^{me} Inés Alberdi et M^{me} Asha Hagi Elmi Amin pour leurs contributions et nous les remercions pour leurs exposés.

Comme l'affirme la résolution 1325 (2000), les besoins des femmes et des filles dépassent les considérations socioéconomiques, politiques et culturelles traditionnelles; il faut aussi leur garantir sécurité et accès et des conditions favorables qui assurent leur participation totale à la société. Cette séance nous offre donc l'occasion d'évaluer les mesures que nous avons prises – ou celles que nous n'avons pas prises – pour nous acquitter de nos obligations collectives au titre de la résolution 1325 (2000). Sans aucun doute, nous avons besoin de nouvelles stratégies pour accélérer l'exécution de ces obligations.

Il est réconfortant de constater que certains États Membres ont démontré l'efficacité de l'intégration transversale de la question des femmes en tant que stratégie viable pour l'application de la résolution. Un bon exemple en a été donné par le Gouvernement indien qui a déployé au Libéria une unité de maintien de la paix entièrement constituée de femmes, acte qui a non seulement incité les femmes libériennes à intégrer les forces de sécurité de leur pays, mais a aussi donné à des femmes le courage de dénoncer des violences. Autre exemple louable: le programme pour le traitement et la prise en charge des victimes de viols du Forum de femmes éducatrices africaines.

Aussi louables que soient ces actions, il faut faire plus pour établir des plans d'action nationaux afin d'assurer l'application de la résolution par les États Membres. Le rapport du Secrétaire général indique en effet que seuls 16 États Membres ont élaboré des plans d'action nationaux. C'est une question qui nécessite notre attention urgente.

Il sera nécessaire d'adopter une approche intégrée pour la mise en œuvre effective de la résolution 1325 (2000). Nous devons changer de mentalité et ne plus considérer les femmes et les filles comme étant uniquement des victimes de la guerre. Nous devons reconnaître et souligner les rôles et les contributions constructives des femmes et des filles dans la société. En outre, les questions d'une justice qui tienne compte de l'égalité des sexes, de responsabilité et de réinsertion devront faire partie des programmes d'intervention pour assister les femmes et les filles.

En ce qui concerne la protection des femmes et des filles contre la violence sexuelle, le Nigéria réaffirme son ferme soutien aux résolutions

1820 (2008) et 1888 (2009) et à une politique de tolérance zéro pour les violences sexuelles contre les femmes et les filles. C'est dans ce contexte que nous félicitons l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (Soudan) de mettre à la disposition des femmes et des filles une escorte policière et militaire pour leur permettre de vaquer à leurs occupations. En outre, nous réaffirmons notre appui aux mesures de prévention des conflits visant à réduire les menaces contre les femmes et les filles.

Nous exhortons les États Membres à répondre aux besoins des femmes et des filles en se fondant sur les principes de la sécurité humaine. Comme il est indiqué dans le rapport final de 2003 de la Commission sur la sécurité humaine, la sécurité humaine revient à protéger les libertés fondamentales. Cela signifie qu'il faut protéger les personnes contre des situations et des menaces de danger généralisé, et mettre à profit leurs points forts et leurs aspirations. Cela signifie également qu'il faut créer des systèmes qui permettent aux personnes de survivre, de vivre dans la dignité et de gagner leur vie. Il est vrai que la résolution 1325 (2000) a donné lieu à des obligations que nous avons unanimement acceptées il y a neuf ans. Nous devons donc travailler conjointement pour assumer ces obligations. Mon gouvernement est prêt à travailler avec le Conseil et les autres États Membres à s'acquitter de ces engagements.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole au représentant de Singapour.

M. Menon (Singapour) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais vous adresser mes chaleureuses félicitations, à vous et à la délégation vietnamienne, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre et pour avoir organisé ce débat important sur les femmes et la paix et la sécurité. En tant que membre comme votre pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, notre pays vous souhaite plein succès et nous sommes sûrs que vous vous acquitterez remarquablement de vos fonctions de Président au cours de ce mois. Nous adressons également nos chaleureuses félicitations à la délégation des États-Unis pour la façon exemplaire dont elle a dirigé les travaux du Conseil de sécurité le mois passé.

Le prix Nobel est l'un des symboles les plus célèbres de la recherche mondiale de la paix, et il est attribué chaque année à la personne qui a le plus promu la paix dans le monde. Ce qui est moins connu, c'est

qu'Alfred Nobel, l'inventeur suédois qui a créé ce prix, a été inspiré par une femme – la Baronne Bertha von Suttner, qui militait pour la paix en faisant campagne sans relâche contre les guerres en Europe vers la fin du XIX^e siècle. C'est à elle que pensait Alfred Nobel quand il a écrit dans son testament que le prix de la paix devrait être accordé à l'individu le plus méritant, qu'il soit suédois ou étranger, homme ou femme.

L'adoption de la résolution 1325 (2000) par le Conseil est la reconnaissance d'une vérité qui ressort d'une grande partie de l'histoire humaine : les femmes jouent un grand rôle dans la promotion de la paix et de la sécurité. Cela devient évident quand on permet aux femmes de participer entièrement, effectivement et dans l'égalité à toutes les phases du processus de paix – maintien de la paix, négociations pour la paix et consolidation de la paix – et quand elles sont impliquées de la même manière dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de reconstruction et de consolidation, au lendemain des conflits. Comme mes collègues se sont déjà exprimés avec beaucoup d'éloquence sur ces questions, je voudrais simplement mettre l'accent sur quelques points essentiels.

Il existe encore un grand écart entre la réalité et les engagements pris sur le papier. La triste réalité est que les femmes sont touchées d'une manière disproportionnée par les conflits. Par exemple, plus de 70 % des victimes des conflits les plus récents sont des civils, et il s'agit en majorité de femmes et d'enfants. Par ailleurs, les conflits ont de profondes conséquences sur la santé de base et la survie des femmes. La plupart des pays où les risques de mortalité maternelle sont les plus élevés sont des pays en conflit ou qui sortent d'un conflit. En outre, après un conflit, les femmes et les filles ont des priorités et des besoins spécifiques concernant la sécurité physique, les conditions socioéconomiques, l'éducation, la production de revenus, l'accès aux services de base, ainsi que le respect de la loi et l'accès à la justice dans une perspective d'égalité des sexes.

Malheureusement, ces besoins et priorités sont rarement reconnus ou satisfaits. Des études ont démontré qu'il existe de graves lacunes au niveau du financement des besoins des femmes après les conflits. Cela paralyse la capacité des femmes à contribuer de manière significative aux sociétés et communautés auxquelles elles appartiennent. En plus, les efforts faits en vue d'inclure les femmes dans les processus de maintien de la paix et de reconstruction sont souvent limités. Les femmes constituent 52 % de la population

mondiale, mais ne représentent que 7 % des membres des délégations officielles de négociateurs. En outre, les femmes manquent souvent de force organisationnelle pour faire entendre leur voix quand il s'agit de prendre des décisions d'ordre politique ou économique. Par conséquent, les femmes ne peuvent pas contribuer comme elles le souhaiteraient à la gouvernance et la consolidation de la paix au lendemain des conflits.

Il est essentiel que la communauté internationale redouble d'efforts pour l'autonomisation des femmes, et surtout avant la commémoration du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), l'année prochaine. Nous nous réjouissons à la perspective de recevoir le rapport du Secrétaire général, conformément à la résolution que le Conseil vient d'adopter. Dans ce rapport figureront des recommandations importantes sur la manière de s'assurer que les femmes participent au maintien de la paix et aux activités de planification au lendemain des conflits. Singapour se félicite de coparrainer cette résolution, ainsi que la résolution 1888 (2009) adoptée la semaine dernière, sous l'excellente direction des délégations du Viet Nam et des États-Unis, respectivement. Ces deux textes démontrent que l'Organisation des Nations Unies doit donner l'exemple en s'attaquant aux questions relatives à la parité des sexes dans les mandats de l'Organisation, notamment en augmentant la participation des femmes dans les missions politiques, ainsi que dans celles de maintien de la paix et de consolidation de la paix.

La seule présence de femmes dans les missions de maintien de la paix, qu'elles appartiennent aux forces armées, à la police ou aux services civils, a un effet extrêmement positif sur les communautés locales en ce qu'elle permet d'établir des contacts avec ces communautés et sert d'exemple aux femmes locales. À l'heure actuelle, les femmes ne constituent que 2 % du personnel militaire et 8 % du personnel de police dans les missions de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Il faut doubler d'efforts pour encourager les femmes à participer davantage à ces missions. Au cours de l'Assemblée générale d'INTERPOL qui se tiendra à Singapour, d'ici à la fin de cette semaine, Singapour collaborera avec le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) pour promouvoir la campagne mondiale menée par ce département sur le thème « Les femmes dans le maintien de la paix, une force pour la paix », en vue de recruter un plus grand nombre de femmes

agents de police dans les opérations de maintien de la paix. Ce besoin d'une plus grande participation de femmes agents de police aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies sera également mis en relief dans le document final de la réunion organisée conjointement par INTERPOL et l'Organisation des Nations Unies au niveau ministériel.

J'aimerais terminer en rappelant ce que j'ai dit au début, à propos du prix Nobel. Quand Alfred Nobel a créé le prix Nobel de la paix, il souhaitait que la Baronne von Suttner soit la première à le recevoir. Cependant, cinq ans se sont écoulés avant qu'elle ne soit honorée en 1905 et devienne la première femme à recevoir le prix de la paix. À la cérémonie de présentation du prix, Jørgen Løvland, qui était à l'époque Président du Comité du prix Nobel, a déclaré :

« L'histoire ne cesse de démontrer l'influence importante des femmes. Les femmes ont encouragé les idées de guerre, l'attitude envers la vie, et les causes pour lesquelles les hommes ont combattu, pour lesquelles leurs fils ont été élevés, et dont ils ont rêvé. Tout changement ou réforme de ces idées doit être effectué en premier lieu par les femmes. »

Il nous appartient de faire en sorte que les femmes du monde entier puissent exercer leur considérable pouvoir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Portugal.

M. Moraes Cabral (Portugal) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, Monsieur le Président, je voudrais me joindre aux autres pour vous remercier d'avoir organisé un débat public sur cette question essentielle. Je voudrais également vous féliciter de l'excellent document de réflexion que vous avez fait distribuer avant cette séance. J'aimerais aussi adresser mes remerciements sincères à la Vice-Secrétaire générale, à la Conseillère spéciale du Secrétaire général et à la Directrice exécutive du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme pour leurs interventions fructueuses et détaillées.

Bien entendu, le Portugal s'associe à la déclaration faite auparavant par le représentant de la Suède, au nom de l'Union européenne. Cependant, j'aimerais faire quelques observations supplémentaires.

L'adoption de la résolution 1325 (2000) par le Conseil de sécurité marque un tournant dans l'histoire de la promotion et de la protection des droits de

l'homme. Non seulement elle a permis d'attirer l'attention de cet organe sur les questions urgentes de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, mais elle a aussi démontré clairement que les femmes ont un rôle d'agents de maintien de la paix et de consolidation de la paix à jouer dans les situations de conflit, et non seulement un rôle de victimes.

Nous estimons que la participation égale des femmes et des hommes dans la prise de décisions a un effet positif sur le système de sécurité internationale et, ainsi, favorise la réalisation des objectifs du Conseil de sécurité, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité. Dans le même ordre d'idées, il est essentiel que nous élaborions des politiques qui favorisent la promotion du rôle politique, économique et social des femmes après les conflits.

Il est indéniable que les situations de conflit ont des conséquences importantes pour les femmes. Elles sont souvent victimes de violences et de violences sexuelles, utilisées comme un instrument de guerre. Parallèlement, les femmes se trouvent dans des situations où c'est à elles qu'il revient principalement d'assurer la sécurité économique et la survie de leurs familles. Ainsi, nous devons, dans les situations d'après conflit, veiller également à faire fond sur leurs expériences.

Le Portugal réaffirme son attachement à la mise en œuvre intégrale de la résolution 1325 (2000). En août dernier, nous avons adopté un plan d'action national afin de contribuer à la mise en œuvre de ce document au niveau des politiques nationales, régionales et internationales. L'élaboration de ce plan d'action national s'est faite dans le cadre d'un processus participatif qui a duré un an et inclus des contributions gouvernementales très diversifiées, ainsi que de vastes consultations publiques avec des universités, des organisations non gouvernementales, les médias et d'autres secteurs de la société civile et réseaux internationaux compétents.

Notre plan national reconnaît les effets spécifiques des guerres d'aujourd'hui sur la vie des femmes et il examine les efforts déployés pour prévenir, combattre et atténuer ces effets. Notre plan, qui couvrira la période allant jusqu'à 2013, est axé sur les objectifs suivants : renforcement de la participation et de la représentation des femmes dans toutes les initiatives de promotion de la paix et de la sécurité; promotion de l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans les secteurs de la sécurité,

comme par exemple les missions de maintien de la paix et la réforme du système de sécurité; justice et aide au développement; et renforcement de la protection des femmes et des filles dans les zones de conflit et d'après conflit.

Je voudrais souligner brièvement les cinq objectifs principaux de notre plan. Premièrement, il cherche à accroître la participation des femmes et à intégrer l'égalité des sexes dans tous les stades des processus de consolidation de la paix et à tous les niveaux de prise de décisions; deuxièmement, il cherche à promouvoir le renforcement des capacités dans le domaine de l'égalité des sexes et de la violence sexiste, ainsi que d'autres aspects couverts par les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) pour tous ceux qui participent aux efforts de consolidation de la paix et d'aide au développement; troisièmement, il cherche à promouvoir et à protéger les droits fondamentaux des femmes dans les zones de conflit et dans les situations d'après conflit, en s'attachant à prévenir et à éliminer la violence sexiste et à encourager l'autonomisation des femmes; quatrièmement, il a pour but d'investir dans l'élaboration des connaissances concernant les femmes et la paix et la sécurité, en sensibilisant notamment les décideurs et l'opinion publique, et de les diffuser; enfin, cinquièmement, il cherche à garantir la participation de la société civile à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) et au plan d'action national.

Ainsi, notre plan national manifeste la préoccupation du Portugal face à la vulnérabilité des femmes et des filles dans les situations d'après conflit, ainsi que notre engagement, au niveau national, à élaborer des mesures en vue de répondre aux besoins des femmes dans ces situations. Concrètement, cela se traduit au niveau international par la promotion de politiques, de stratégies et de lois axées sur la prévention de la violence armée, y compris la violence armée au sein de la famille, et par l'intégration systématique dans les programmes de développement d'une dimension sexospécifique et d'une formation aux questions y relatives destinée aux acteurs du développement actifs dans ce domaine.

En outre, notre plan d'action national souligne que les femmes et les filles sont des acteurs du changement et du développement compétents et capables, et il repose sur la conviction que, premièrement, nous devons absolument dépasser la perspective traditionnelle qui considère les femmes et les filles comme étant uniquement des victimes vulnérables qu'il faut protéger, et que, deuxièmement,

il est donc indispensable de mettre en œuvre des mesures garantissant que les parties intéressées locales et internationales tiendront compte de cette perspective à tous les niveaux des processus de consolidation de la paix.

Enfin, je tiens à dire que le Gouvernement portugais considère que cette résolution n'est pas limitée aux conflits armés et à l'aide humanitaire, mais qu'elle inclut la promotion d'une politique cohérente au niveau national sur des questions telles que le désarmement et la maîtrise des armements, la sécurité publique et l'élimination de la violence sexiste.

Près de 10 ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000), il est clair que d'immenses progrès ont été réalisés, mais il nous faut admettre que ses objectifs sont loin d'avoir été atteints. J'encourage le Conseil et ses membres à continuer dans cette direction.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Islande.

M. Jónasson (Islande) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit d'emblée permis de vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué ce débat public sur les femmes et la paix et la sécurité afin d'examiner la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Le thème que vous avez choisi pour notre débat, « Répondre aux besoins des femmes et des filles après un conflit pour une paix et une sécurité durables », est extrêmement pertinent et nous donne matière à réfléchir en profondeur à la direction que nous devrions donner à nos travaux alors que nous nous apprêtons à célébrer le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution l'année prochaine.

L'Islande reste fermement attachée à la résolution 1325 (2000). Nous sommes l'un des rares pays à avoir adopté un plan d'action national en application de la résolution. Le Gouvernement islandais a décidé d'axer ses travaux relatifs à la résolution 1325 (2000) sur la reconstruction après un conflit et sur l'accès des femmes aux négociations de paix, car il est persuadé que la participation des femmes aux processus de paix est une question de sécurité essentielle pour l'instauration d'une paix durable.

L'Islande a notamment appuyé l'action remarquable de la Commission internationale des femmes pour une paix israélo-palestinienne juste et durable. C'est une organisation où des femmes de camps opposés du conflit ont, en collaboration avec un groupe de femmes de la communauté internationale,

réussi à trouver des moyens viables de promouvoir la paix et des solutions pacifiques au conflit.

L'été dernier, l'Islande a organisé une conférence internationale sur la résolution 1325 (2000), intitulée « Les femmes qui négocient la paix », qui a mis en lumière les meilleures façons de garantir que les femmes participent aux processus de paix officiels et officieux. Qu'il me soit permis de contribuer au présent débat en récapitulant certains des sujets principaux abordés à la conférence de Reykjavik. Quatre grands thèmes ont dominé les débats.

Premièrement, la conférence a rappelé qu'il importait de faire connaître la résolution 1325 (2000) et reconnu qu'il fallait, à cet effet, tirer profit de la prochaine célébration du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution. Il faut sensibiliser la communauté internationale, le système des Nations Unies, les États Membres et les sociétés en situation de conflit ou d'après conflit.

Deuxièmement, il faut un engagement de haut niveau accru en faveur de la résolution, tant au sein du système des Nations Unies que de la part des États Membres. La grande préoccupation portait, en l'occurrence, sur la question de la stratégie concernant l'égalité hommes-femmes au sein du système des Nations Unies, mais cette question a été en partie réglée grâce à l'adoption à l'unanimité de la résolution 63/311 de l'Assemblée générale, qui appelle notamment à la constitution d'une nouvelle entité consolidée des Nations Unies chargée des questions d'égalité des sexes sous la direction d'un(e) secrétaire général(e) adjoint(e). Le Conseil de sécurité pourrait mettre en place un groupe de travail sur la résolution 1325 (2000) et donner l'exemple en incorporant une perspective sexospécifique dans les débats sur les conflits.

Troisièmement, un appel énergique a été lancé au système des Nations Unies et aux États Membres pour qu'ils profitent de ce dixième anniversaire comme d'un tremplin afin de procéder véritablement à la mise en œuvre de la résolution. Le Secrétaire général doit insister sur la responsabilité du système des Nations Unies pour cette mise en œuvre. Le Groupe directeur de haut niveau présidé par la Vice-Secrétaire générale devrait, pour mettre davantage l'accent sur les résultats, s'attacher à la mise en œuvre de ladite résolution. Un plus grand nombre de femmes devraient être nommées représentantes et envoyées spéciales du Secrétaire général, et il faudrait améliorer le statut des conseillères pour l'égalité des sexes afin d'assurer que

l'intégration de la problématique hommes-femmes ne devienne pas une question subsidiaire. Les États Membres devraient, pour leur part, assumer un rôle moteur dans la mise en œuvre de la résolution et accorder la priorité à l'adoption et à la mise en œuvre de plans d'action nationaux.

Enfin, et c'est peut-être là le plus important, la conférence a dégagé la nécessité manifeste de mettre en place des mécanismes de responsabilisation et de présentation de rapports chargés de garantir une bonne mise en œuvre. C'est pourquoi le Conseil de sécurité est instamment engagé à envisager la création d'un mécanisme qui tiendrait les États Membres responsables de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Ce mécanisme devrait reposer sur des objectifs de performance et des délais bien arrêtés et bénéficier de l'appui politique nécessaire pour faire rapport sur les accomplissements et les échecs enregistrés par les États Membres concernant la mise en œuvre. La résolution 1612 (2005) sur l'emploi d'enfants soldats pourrait constituer un modèle pratique sur la façon d'établir des rapports et d'imposer l'obligation redditionnelle.

L'un des ateliers organisés à la conférence de Reykjavik a approuvé des recommandations sur la façon de célébrer l'an prochain le dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000). Le temps m'étant compté, je ne peux pas mentionner les neuf recommandations qui seront distribuées dans la version imprimée de mon texte. Cet anniversaire est pour nous l'occasion d'attirer l'attention sur la résolution, de promouvoir un engagement renforcé, d'améliorer sa mise en œuvre et de renforcer cette résolution. Saisissons-nous de cette occasion.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

M. Quinlan (Australie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, pour l'accession du Viet Nam à la présidence du Conseil.

L'Australie était l'un des auteurs initiaux de la résolution 1325 (2000) et nous sommes reconnaissants de l'occasion qui nous est donnée aujourd'hui de prendre la parole devant le Conseil sur la question des besoins des femmes et des filles dans des situations d'après conflit et sur la façon d'y répondre pour instaurer une paix et une sécurité durables. Les femmes peuvent évidemment être, comme nous le savons et comme nous l'avons entendu aujourd'hui, de puissants

agents de changement pour instaurer la paix et la sécurité. Le rôle historique de la baronne von Suttner et son influence sur la création du prix Nobel de la paix nous ont été rappelés avec éloquence par notre collègue de Singapour. Une reconnaissance des besoins spécifiques des femmes et des filles dans des situations d'après conflit et une réponse rapide à ceux-ci contribuent évidemment, comme nous le savons tous, à jeter des bases solides pour une paix durable. L'Australie est tout à fait consciente de cette réalité.

Nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général (S/2009/465). Nous nous félicitons du déploiement par le Programme des Nations Unies pour le développement de conseillers principaux pour l'égalité des sexes, notamment en Papouasie-Nouvelle Guinée, au Timor-Leste et au Népal. Nous avons trouvé particulièrement encourageant l'accent mis par le rapport sur la question cruciale de l'accès aux services sociaux, tels que l'éducation et la santé, notamment la santé maternelle et procréative.

Nous appuyons toutes les recommandations du Secrétaire général et nous tenons à dire quelques mots sur certaines de ces recommandations aujourd'hui. Premièrement, nous pensons qu'il serait utile d'organiser en 2010 une réunion de haut niveau pour commémorer le dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000). Ce serait une occasion très précieuse de faire le bilan de nos efforts en matière de mise en œuvre et d'évaluer au plus haut niveau – et ceci doit être fait au plus haut niveau – ce qui reste à faire pour tirer profit de la dynamique récente vers le renforcement de la mise en œuvre. Nous félicitons les 16 pays qui ont élaboré des plans d'action nationaux. L'Australie elle-même doit faire mieux et nous devons redoubler d'efforts. Nous fournirions des conseils concrets lors d'un sommet de haut niveau pour prendre de nouvelles mesures concrètes, allant au-delà de celles que nous avons déjà adoptées pour renforcer la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000).

Deuxièmement, nous convenons que l'impunité pour les crimes sexistes ne saurait être tolérée. Nous félicitons le Conseil d'avoir adopté la semaine dernière la résolution 1888 (2009). Comme notre collègue finlandais vient de le dire, il s'agit d'un pas en avant très important et nous devons absolument faire tout ce qui est nécessaire pour garantir son application. Je dois dire que mon propre pays est vivement préoccupé par le fait que la prévalence des viols et autres violences sexuelles graves est très élevée au Myanmar. L'absence d'institutions judiciaires et d'organes de sécurité qui

veillent à l'application du principe de responsabilité, préviennent les violences et combattent l'impunité reste un problème urgent dans de nombreuses sociétés sortant d'un conflit. Des systèmes de justice officiels doivent offrir un recours auquel les femmes peuvent avoir accès.

Troisièmement, la participation pleine et égale des femmes à tous les efforts en matière de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité, comme de réconciliation, est cruciale. Nous convenons que veiller à ce que les femmes aient un plus grand rôle dans la prise de décisions est de toute évidence essentiel. Dans les situations d'après conflit, il faut que les femmes soient certes représentées rapidement, complètement et à toutes les étapes du processus des négociations de paix. Ceci renforcera la priorité accordée aux besoins de relèvement des femmes et devrait permettre d'instaurer une paix plus solide. Une meilleure participation électorale est également essentielle et nous notons notamment avec satisfaction que le rapport met l'accent sur les efforts déployés par le Timor-Leste et par ses partenaires pour accroître la représentation des femmes et les compétences des élues lors des élections aux conseils de village qui ont eu lieu au début de cette année. Ceci crée un précédent utile pour promouvoir une reconstruction et des programmes de développement qui tiennent compte des besoins des femmes au niveau local.

Quatrièmement, nous convenons avec le Secrétaire général qu'un système de collecte de données plus précis et plus cohérent est nécessaire pour suivre les progrès accomplis, combler les lacunes dans la mise en œuvre et faciliter au mieux l'échange des meilleures pratiques. Dans la mise au point de tels instruments, il faudra veiller à collecter et à analyser des informations portant sur des questions telles que le nombre de femmes chefs de famille, l'utilisation des terres par les femmes, leur accès au crédit, leur appartenance à des coopératives agricoles, leur participation dans le secteur structuré, leur santé procréative et leur degré d'instruction.

Enfin, nous nous félicitons des progrès réalisés récemment par l'Assemblée générale vers la création d'une entité composite chargée de la question de l'égalité des sexes à l'ONU. Nous attendons avec intérêt de renforcer davantage la coordination de l'ONU sur les questions de sexospécificité, y compris les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité.

Les capacités des femmes en matière de consolidation de la paix doivent être renforcées, en particulier dans les régions où les femmes se mobilisent pour mettre un terme au conflit et promouvoir la paix et la réconciliation dans leurs propres communautés.

L'Australie établit des partenariats dans l'ensemble du Pacifique et de l'Asie dans le but de renforcer les capacités locales et régionales. Nous avons été heureux de participer à la Conférence internationale des femmes pour la paix qui a eu lieu au Timor-Leste en mars et d'appuyer l'exposition itinérante de cette Conférence qui a permis de renforcer, au niveau local, le rôle des femmes dans le domaine de la consolidation de la paix et du règlement des conflits. Dans le Pacifique, nous sommes également heureux d'appuyer le réseau des médias communautaires régionaux de femmes qui parlent de femmes, de paix et de sécurité. Ce réseau effectue un travail de sensibilisation et appuie la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) grâce à des initiatives médiatiques à Fiji, Tonga, dans les Îles Salomon, à Bougainville et en Papouasie-Nouvelle Guinée.

Le rôle des organisations de la société civile est certes également essentiel. Nous sommes encouragés par les efforts soutenus et concertés de nombreuses personnes et organisations dans le monde qui font campagne sur cette question. L'Australie était particulièrement heureuse d'appuyer l'initiative « Peace Talks » de l'International Women's Development Agency, qui a sensibilisé le public à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) dans le Pacifique en dispensant une formation à des organisations de la société civile des Îles Salomon, de Tonga, Fidji et Bougainville.

Pour terminer, tout en reconnaissant que des progrès ont été accomplis grâce à nos efforts communs pour répondre aux besoins des femmes, leur donner un plus grand rôle et faire entendre leur voix dans des sociétés sortant d'un conflit, nous devons néanmoins, de toute évidence, tous reconnaître que nous devons déployer des efforts plus amples et plus résolus. À l'approche du dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000), l'Australie réaffirme certainement son attachement à cet objectif incontournable, objectif, comme je l'ai déjà dit, que nous devons tous veiller à réaliser.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

M. Abdelaziz (Égypte) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public sur les femmes, la paix et la sécurité. Nous remercions le Secrétaire général pour son rapport (S/2009/465), ainsi que M^{me} Rachel Mayanja, Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité des sexes et la promotion de la femme, et M^{me} Inés Alberdi, Directrice exécutive du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, pour leurs importantes présentations d'aujourd'hui.

Cette séance a lieu près de 10 ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité afin d'examiner les progrès accomplis à ce jour s'agissant de la protection légale et effective des femmes dans les conflits armés. Pour ce faire, nous devons affirmer qu'en dépit de l'accent mis dans la résolution sur les souffrances des femmes dans les conflits armés et du rôle de la résolution pour renforcer la coopération internationale, de nombreux problèmes persistent que nous devons surmonter pour pleinement mettre en œuvre ses dispositions.

Nous manquons notamment d'informations, de données et de lois qui soit n'existent pas, soit ne sont pas utilisées lors de conflits armés. Ceci a pour conséquence l'impunité pour les auteurs de crimes à l'égard des femmes. Nous devons déployer de plus amples efforts pratiques, législatifs et juridiques pour que les femmes aient davantage l'occasion d'exercer leur droit à une vie dans la paix et la sécurité, dans le cadre d'un ensemble complet de politiques qui instaurent l'égalité en matière de droits et d'obligations parmi toutes les communautés et, par la suite, permettent de parvenir à un complet développement économique et social dans tous les domaines.

Nous devons insister ici sur la complémentarité entre les piliers du développement, de la paix et de la sécurité énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Pour garantir la sécurité de femmes, il faut renforcer les capacités de l'ONU dans le domaine du règlement des différends. Cela ne se limite au règlement des différends, mais nous devons également nous efforcer de promouvoir le développement socioéconomique des femmes de façon à renforcer leurs capacités de faire face à des problèmes de sécurité.

C'est pourquoi l'adoption de la résolution 1888 (2009), qui prévoit la nomination d'un Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits

armés, a été un pas dans la bonne direction. Nous avions cependant espéré que son mandat inclurait toutes les formes de violence perpétrées à l'encontre des femmes dans des situations de conflit armé, et pas uniquement la violence sexuelle, excluant ainsi d'autres violations graves comme le meurtre, la mutilation et la torture.

Toutefois, il ne fait aucun doute que l'élargissement du mandat des opérations de maintien de la paix, afin d'y inclure la protection des femmes contre la violence sexuelle, a contribué à l'application de la résolution 1325 (2000). L'autonomisation des femmes et l'accroissement de leur participation dans les processus de prise de décision, y compris la conception et la mise en œuvre de stratégies, contribuerait efficacement à l'application complète de la résolution. La même observation s'applique aux activités de la Commission de la consolidation de la paix et autres institutions, programmes et fonds des Nations Unies, qui devraient inclure la participation efficace de la communauté internationale, de la société civile et des organisations non gouvernementales pertinentes pour renforcer le rôle des Gouvernements et des communautés s'agissant de protéger les femmes et de leur fournir de meilleurs services pour les aider à surmonter les problèmes.

De même, cela nécessite une coordination entre le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés et la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés. Il serait plus que nécessaire de parvenir à une synergie et une coordination entre ces deux hauts fonctionnaires de l'ONU, notamment parce qu'ils s'occupent de la sécurité de deux membres importants de la famille, à savoir les femmes et les enfants. Il faut cependant garder à l'esprit que le mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés est plus large et plus inclusif, étant donné qu'il ne se limite pas au problème de la violence sexuelle.

À cet égard, il est d'une importance cruciale de souligner le rôle que l'éducation, la culture et l'autonomisation jouent dans l'amélioration du statut des femmes en temps de paix ainsi que dans les situations de conflit armé. Toutes les écoles doivent être protégées des bombardements délibérés – non seulement dans les endroits mentionnés par le rapport du Secrétaire général, comme la République démocratique du Congo, l'Afghanistan et le Pakistan,

mais aussi dans les territoires palestiniens occupés, où Israël a bombardé des écoles à Gaza. Il faut condamner et enquêter sur ces actes qui sont des agressions barbares contre la paix et la sécurité.

En accord avec son rôle historique, l'Égypte est prête à assumer ses responsabilités de renforcement de la coopération régionale entre les États de la région arabe et les pays du continent africain. L'épouse du Président égyptien mène cette campagne à travers le Mouvement international des femmes pour la paix Suzanne Moubarak, qui cherche à sensibiliser aux niveaux régional et international à la gravité de la situation. Sa tâche consiste notamment à organiser de nombreuses réunions et des séminaires régionaux, en coopération avec des programmes et fonds de l'ONU, pour renforcer les capacités des États à concevoir et à mettre en place des plans d'action nationaux. Ces plans doivent comprendre la participation active des organisations de paix féminines qui se concentrent sur les jeunes et sur la culture de la paix. L'objectif est d'appliquer efficacement la résolution 1325 (2000), tout en attachant une attention particulière aux questions relatives à la protection des femmes et des enfants dans des situations de conflit. Cela passe notamment par l'appui aux efforts internationaux visant à combattre le phénomène de la traite des êtres humains et le renforcement de la participation effective des femmes dans la consolidation de la paix, le maintien de la paix et la reconstruction après un conflit de manière à protéger leur droit de vivre en paix et à leur offrir la sécurité nécessaire pour les aider à assumer leur rôle, qui consiste à faire évoluer leurs sociétés tout en garantissant un meilleur avenir pour les générations futures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka.

M. Kohona (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Ma délégation apprécie l'organisation de ce débat, qui nous offre l'occasion de nous concentrer sur la protection des droits des femmes et des filles, notamment dans des situations de conflit armé et pendant les périodes qui suivent. Je voudrais aussi saisir cette occasion, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à la présidence.

La résolution 1325 (2000) a suscité une plus grande prise de conscience, dans l'ensemble du système des Nations Unies et de la communauté internationale, du sort des plus vulnérables face aux agressions sexuelles et physiques ainsi que la

marginalisation politique, économique et sociale pendant et après les conflits. Toute la communauté internationale doit œuvrer à mettre fin efficacement à ces formes les plus vicieuses et les plus inhumaines d'exploitation sexiste. Nous nous félicitons des recommandations du Secrétaire général.

L'autonomisation des femmes est l'un des mécanismes les plus efficaces pour leur protection. Mon pays, Sri Lanka, a ratifié il y a 28 ans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et a pris des mesures volontaristes pour mettre pleinement en place ses dispositions par le biais d'une législation nationale. Notre Constitution elle-même protège les droits des femmes. Nous avons aussi adopté une charte des droits de la femme qui comprend tous les principes de la Convention et prévoit la participation des femmes dans la consolidation de la paix grâce à des programmes communautaires. Sri Lanka a également créé un Ministère des affaires féminines, qui lance des programmes nationaux en faveur de l'émancipation des femmes et de la protection de leurs droits. Notre code pénal considère le viol comme un grave délit, passible d'un emprisonnement ferme pouvant aller jusqu'à 20 ans, et prévoit que le coupable paie une compensation à la victime, selon le jugement d'un tribunal.

Nous accueillons aussi avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (S/2009/465), en application de la résolution 1820 (2008). Nous notons avec inquiétude le recours à la violence sexuelle contre des civils, de manière généralisée et systématique, notamment contre les femmes et les filles, pendant et après les périodes de conflit armé.

Sri Lanka s'est trouvé impliqué dans un conflit armé contre un groupe terroriste pendant 27 ans. Ce conflit a pris fin en mai dernier avec la défaite de ce groupe terroriste. Tout au long de leur campagne pour vaincre ces terroristes, nos forces armées ont observé la plus grande discipline. Nous pouvons communiquer avec fierté que nous ne faisons pas partie des pays cités dans le rapport du Secrétaire général, où l'on a signalé de graves délits sexuels qui auraient été commis par des forces de sécurité à l'encontre de civils au cours de conflits armés et pendant la période qui a suivi. En fait, aucune accusation de viol n'a été portée contre nos forces de sécurité pendant qu'elles combattaient avec succès contre ces terroristes.

Il faut également noter qu'aucun expert mandaté par l'ONU n'a trouvé une quelconque preuve que de

tels délits aient été commis par nos forces armées pendant ce conflit. L'un des facteurs ayant contribué à ce résultat est la formation dispensée avec l'aide du Comité international de la Croix-Rouge et l'action rapide menée dès que des allégations circulaient.

Je voudrais citer, pour le Conseil, le cas de cette lycéenne de 16 ans, Krishanti Kumaraswamy, violée et tuée par six soldats le 7 août 1996, il y a 13 ans. Notre gouvernement a lancé une enquête sur cette affaire. Les six soldats impliqués ont été arrêtés, jugés et condamnés à la peine maximale, soit la prison à vie. Je me réfère à cet incident pour illustrer le fait qu'une action forte et définitive contre les responsables de ces actes de violence sexuelle a servi de moyen de dissuasion. Dans ce contexte, nous regrettons profondément qu'il ait été fait référence à Sri Lanka parmi les pays où le viol est connu pour être utilisé comme tactique de guerre. En fait, même le groupe terroriste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul, en dépit de sa tendance à exagérer les faits à des fins de propagande, n'a pas formulé de telles accusations contre les forces de sécurité de Sri Lanka auxquelles il s'opposait.

Nous nous félicitons de la recommandation du Secrétaire général tendant à faire porter une attention égale à la violence sexuelle dans toutes les situations inquiétantes où elle est commise contre des civils, et demandant à l'ONU de rester déterminée à assumer un plus grand rôle sensibilisateur au niveau mondial sur la question de la violence sexuelle, pendant et après les conflits. Nous souscrivons pleinement à la recommandation du Secrétaire général qui préconise d'accroître la participation des femmes dans les instances de gouvernance et celles qui sont chargées de la reconstruction après un conflit.

Ma délégation se félicite également de la réunion ministérielle de haut niveau prévue l'année prochaine pour commémorer le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000).

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

M. Grauls (Belgique) : La Belgique se joint sans réserve à la déclaration faite par la Suède au nom de l'Union européenne et tient à exprimer ses remerciements au Secrétaire général pour son rapport (S/2009/465) sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

La Belgique tient également à remercier votre délégation, Monsieur le Président, pour avoir pris l'initiative d'organiser ce débat très important.

En ce qui concerne la lutte contre les violences sexuelles, l'année qui vient de s'écouler restera dans les annales de l'Organisation des Nations Unies. En à peine plus d'un an, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1820 (2008), il a étendu le mécanisme de suivi de la résolution 1612 (2005), et vient maintenant, avec la résolution 1888 (2009), de doter l'ONU d'outils pratiques devant lui permettre de s'attaquer aux violences sexuelles sur le terrain.

La Belgique, qui avait eu le privilège de participer à l'élaboration et à l'adoption de la résolution 1820 (2008) alors qu'elle siégeait au Conseil de sécurité, se félicite de la cohérence et de la vision dont le Conseil a fait preuve dans ce domaine durant toute cette période. Nous appelons de nos vœux la nomination rapide du nouveau Représentant spécial du Secrétaire général sur les violences sexuelles et de l'équipe d'experts prévue par la résolution 1888 (2009), et nous nous tenons prêts à assister ces deux mécanismes dans l'exercice de leur mission.

Si la lutte contre les violences sexuelles est une chose, la question plus large du rôle des femmes et de leur place dans les processus de négociations de paix, de consolidation de la paix et de reconstruction en est une autre. La résolution 1325 (2000) est, et doit rester, aux yeux de la Belgique, l'instrument clef qui détermine notre action en la matière. Or, en ce qui concerne la mise en œuvre de cette résolution, – pardonnez-moi ma franchise, Monsieur le Président – la communauté internationale n'a vraiment pas de quoi être fière. L'arbre ne saurait cacher la forêt.

Bien sûr, certains progrès ont été réalisés. Quinze ans après la Conférence de Beijing, notamment grâce au dynamisme de la Commission de la condition de la femme, on peut affirmer que les questions de genre ont réussi à se faire une place dans le langage officiel onusien. Nous reconnaissons également les efforts réalisés par le Secrétaire général pour assurer une meilleure représentation des femmes à un haut niveau dans l'administration des Nations Unies, même s'il reste encore énormément à faire en la matière.

Mais si nous prenons la peine de sortir de notre cocon new-yorkais, et si nous tournons nos regards vers le terrain, force est de constater que la situation des femmes qui vivent dans des pays en proie à des conflits ou qui viennent d'en sortir ne s'est pas

réellement améliorée depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) il y a neuf ans. C'est là une situation de fait inacceptable pour la Belgique. C'est en effet la vie de ces femmes que nous nous sommes engagés à améliorer en adoptant la résolution 1325 (2000).

Aux yeux de la Belgique, la situation est très simple. Dans un an, nous fêterons les 10 ans de la résolution 1325 (2000). Cela veut dire que nous disposons d'un an pour combler le fossé qui existe entre d'une part les programmes imaginés à New York ou dans nos capitales, et, d'autre part, leur financement et leur mise en œuvre sur le terrain. Sans efforts significatifs dans cette direction, ce sera un bien triste anniversaire que nous aurons à fêter l'année prochaine.

Que pouvons-nous faire en un an? Probablement beaucoup plus qu'on ne l'imagine. Premièrement, un nombre de mesures essentielles peuvent être prises facilement, presque d'un jour à l'autre, et à moindre coût pour les Nations Unies. Il en va ainsi, par exemple, de l'augmentation du nombre de femmes dans les équipes de médiation des Nations Unies et de la nomination, en particulier, d'une médiatrice en chef. Il en va de même de l'inclusion au sein du Département des affaires politiques d'une conseillère sur la parité des sexes.

Deuxièmement, et afin d'assurer une véritable prise en compte et une véritable réponse aux besoins concrets des femmes dans les processus de consolidation de la paix et de reconstruction, nous devons faire preuve d'un plus grand sérieux en matière de « gender budgeting ». Nous devons allouer suffisamment de ressources aux programmes destinés aux femmes. Il s'agit là d'un effort que chacun d'entre nous se doit d'accomplir de manière urgente, non seulement dans cette enceinte, mais aussi au niveau national.

Troisièmement, il nous faut soutenir et encourager la présence grandissante de femmes Casques bleus ou de femmes agents de police dans les missions de maintien de la paix. Nous pouvons tous nous engager à cet égard à développer, au sein de nos propres forces armées et de police, des unités de femmes ainsi qu'une plus grande expertise en matière de parité des sexes.

Quatrièmement, la Belgique ne saurait trop insister sur l'importance et l'utilité de développer des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). La Belgique est fière d'annoncer qu'elle s'est pourvue d'un tel plan d'action

l'année passée, et elle est prête à partager son expérience avec tout État Membre qui le désirerait.

En ce qui concerne le développement de ces plans d'actions nationaux – et j'en terminerai avec ce point – la Belgique se demande si la Commission de consolidation de la paix ne pourrait jouer un rôle plus important dans les pays où elle est active. En République centrafricaine, la Commission, dont la Belgique exerce la présidence, s'est, par exemple, déjà attelée, dans la limite de ses compétences, à assurer une mise en œuvre des résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008). De là à développer un plan d'action national en partenariat avec les autorités nationales, il n'y a qu'un petit pas à franchir. Un pas que la Belgique est prête à assister.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Danemark.

M. Hoeeg (Danemark) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence. Je voudrais également associer ma délégation à la déclaration faite par le Représentant permanent de la Suède au nom de l'Union européenne.

Je voudrais en particulier remercier la présidence d'avoir convoqué cette séance et d'avoir par conséquent une fois encore attiré l'attention du Conseil de sécurité sur le rôle indispensable et crucial des femmes dans tous les efforts de consolidation et de maintien de la paix et de la sécurité.

L'attention grandissante dont jouit la question de l'égalité des sexes au sein du système des Nations Unies est en effet encourageante. À cet égard, le Danemark se félicite de la récente décision de l'Assemblée générale de créer une entité chargée des questions d'égalité des sexes. Nous espérons que cette entité apportera les améliorations qui sont absolument nécessaires aux travaux de l'ONU, y compris dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Nous attendons avec intérêt de recevoir une proposition sur les détails de cette entité et de voir sans tarder la nomination de la nouvelle Secrétaire générale adjointe. Nous ne devons pas perdre l'élan acquis sur cette question.

Le rapport du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité (S/2009/465) présente une vue d'ensemble des réalisations, des lacunes et des défis, ainsi que des recommandations de nouvelles mesures destinées à accélérer la mise en œuvre de la résolution

1325 (2000). Le rapport présente ses conclusions de la manière suivante :

« L'importance de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité tient à ce qu'elle souligne l'incidence de la guerre et des conflits sur les femmes et que, parallèlement, elle prône leur participation à divers processus exécutés en faveur de la paix et de la sécurité, comme les négociations de paix, les réformes constitutionnelles électorales, la reconstruction et la réintégration » (S/2009/465, par. 77).

Ce lien entre l'impact de la guerre sur les femmes et la possibilité d'exploiter leurs capacités dans les négociations de paix et le processus de reconstruction est précisément le point sur lequel nous devons axer nos efforts dans le cadre de l'application de cette résolution.

La résolution 1325 (2000) est le texte de référence clef des résolutions du Conseil de sécurité relatives aux femmes, la paix et la sécurité. Elle souligne en effet la nécessité d'aborder la question en considérant les femmes non seulement comme des actrices de la consolidation de la paix mais aussi comme des victimes de la guerre. L'autonomisation des femmes et le respect de leurs droits font partie des conditions préalables à une paix durable et à un développement stable et démocratique.

Je voudrais mettre en avant trois domaines d'action essentiels en la matière. Premièrement, nous devons œuvrer pour parvenir à une participation accrue et active des femmes aux processus de consolidation de la paix et de reconstruction. Deuxièmement, il faut davantage prendre en compte les besoins spécifiques et les droits des femmes et des filles avant, pendant et après un conflit armé. Troisièmement, nous devons assurer la protection des filles et des femmes contre la violence, y compris les formes de violence sexiste que constituent le viol et les violences sexuelles, et mettre fin à l'impunité des auteurs de crimes liés au sexe. Je me permets à cet égard de saisir cette occasion pour saluer l'adoption, la semaine dernière, de la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité dont le Danemark est le coauteur.

Ces trois objectifs constituent également les trois priorités du nouveau plan d'action national danois pour l'application de la résolution 1325 (2000). En vue d'assurer le suivi des progrès, nous avons élaboré des indicateurs pour chacun de ces objectifs. L'année dernière, le Danemark a révisé son plan d'action

national. Le nouveau plan pour la période 2008-2013 s'appuie sur l'expérience acquise dans l'exécution de notre premier plan. L'un des enseignements tirés est que nous devons faire en sorte que toutes les parties prenantes coopèrent pleinement aux processus de maintien de la paix et de sécurité, à toutes les étapes et à tous les niveaux. Le nouveau plan danois se concentre davantage sur l'utilisation des capacités inexploitées des femmes afin qu'elles participent de manière active et sur un pied d'égalité aux processus de consolidation de la paix et à la prise de décision à tous les niveaux, l'accent étant mis sur la visibilité au niveau national.

Le plan d'action national danois a été élaboré selon une approche participative faisant appel à toutes les parties concernées au plan national. Un dialogue annuel avec la société civile est prévu et un groupe de travail interministériel est chargé de rendre compte de la mise en œuvre du plan. Je me suis quelque peu attardé sur le plan d'action national danois et ses objectifs car la résolution 1325 (2000) à elle seule ne sera pas suffisante. Elle doit être appliquée. Il faut élaborer des plans d'action, prendre des mesures et en assurer le suivi. Nous partageons pleinement la préoccupation du Secrétaire général devant la lenteur avec laquelle la résolution est appliquée. Il est en effet évident que l'application de toute résolution est essentielle pour concrétiser les efforts déployés pour trouver les mots justes.

La résolution 1325 (2000) est un texte fort, et nous avons tous l'obligation de l'appliquer de manière efficace. La résolution 1889 (2009) adoptée aujourd'hui constitue un pas supplémentaire vers le renforcement de nos efforts conjoints en ce sens. Nous devons reconnaître que certaines avancées ont été réalisées. L'intégration d'une démarche axée sur l'égalité des sexes dans les processus de paix voit le jour petit à petit. Les organismes des Nations Unies et un nombre croissant de gouvernements ont élaboré des plans d'action. La coopération internationale prend également de l'ampleur. Cela est encourageant mais pas suffisant.

Le Danemark approuve totalement les recommandations du Secrétaire général visant à garantir le principe de responsabilité. Nous soulignons également, comme indiqué dans le rapport, la nécessité de déployer des efforts concertés pour recueillir des données. Au final, seuls les résultats comptent. Il incombe au système des Nations Unies et aux gouvernements d'accroître la visibilité des résultats des initiatives visant à veiller à ce que la résolution a un

impact réel sur le rôle et la condition des filles et des femmes en période de conflit.

Nous espérons que nous nous rapprocherons bientôt d'une pleine et égale participation des femmes aux processus de paix, à tous les niveaux des négociations et de la prise de décision, et que nous serons en mesure non seulement de défendre efficacement les droits de la femme mais aussi de faire reculer considérablement la violence sexuelle et, à terme, de la faire disparaître. Des exemples montrent que des avancées sont réalisables. Le Rwanda illustre bien comment un pays peut sortir avec succès d'un conflit quand les femmes sont égales en droits et qu'elles disposent d'un pouvoir de décision. La résolution 1325 (2000), si son application se concrétise et quand elle sera appliquée dans les faits dans d'autres situations de conflit, peut également donner des résultats positifs.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne à présent la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Tanin (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je me permets tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter pour votre accession à la présidence de ce Conseil pour le mois d'octobre et de vous remercier d'avoir organisé la présente séance dès le début de votre présidence. Le Conseil a dernièrement donné un nouvel élan très positif à la question des droits de la femme, et j'espère que nous pourrons en tirer parti aujourd'hui.

Dans le monde entier, les femmes sont défavorisées dès le départ. Dans certains pays, cela prend la forme d'écarts de salaires et de débats autour du harcèlement sur le lieu de travail. Mais dans les situations de conflit et d'après conflit, les femmes sont bien davantage touchées par les maux considérables que connaissent les sociétés concernées. Quand une société est touchée par la pauvreté, proportionnellement, les femmes souffrent plus de la faim. Quand l'accès à l'éducation ou aux soins est insuffisant, les femmes et les filles sont les premières à en être privées. Et quand un pays connaît un climat de grande insécurité, les femmes sont davantage exposées aux menaces, subissent davantage de privations et ont moins accès aux ressources de premières nécessité.

La situation des femmes en Afghanistan a suscité l'intérêt de la communauté internationale lorsque les Taliban ont commencé à appliquer leurs politiques sociales brutales et misogynes et que les femmes afghanes ont alors été pourchassées dans leur propre

pays. C'est pourquoi le renversement du régime taliban en 2001 a en partie été perçu comme l'acte qui a libéré les femmes afghanes de leurs chaînes. L'Afghanistan et la communauté internationale se sont mutuellement engagés à faire en sorte que ce qui s'est passé sous les Taliban ne se reproduise plus jamais. Fait plus important encore, nous avons fait la même promesse aux femmes afghanes.

Ces huit dernières années, nous avons fait de notre mieux pour honorer ces engagements. La Constitution afghane garantit aux femmes l'égalité des droits et la représentation au sein du Gouvernement. L'Afghanistan a souscrit aux objectifs du Millénaire pour le développement, est signataire du Programme d'action de Beijing et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, appuie pleinement l'application des résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008), et a mis en place un cadre juridique et politique qui protège et défend les droits de la femme. Au-delà de ces initiatives d'ordre législatif, les femmes afghanes ont pu constater des améliorations concrètes dans leur vie quotidienne et disposent notamment d'un meilleur accès à l'éducation, aux soins et aux infrastructures de base. Le plan d'action national afghan pour les femmes garantit aux femmes et aux filles une égalité d'accès à ces ressources.

En outre, et il s'agit peut-être là du point le plus important, les femmes afghanes tiennent désormais un rôle actif dans la vie sociale et politique du pays. Des femmes ont été nommées à des hauts postes de responsabilité au sein du Gouvernement et leur représentation dans les instances publiques locales et nationales est garantie par un quota. Les dernières élections ont vu un nombre jamais égalé de femmes se porter candidates à des postes aux conseils de province et deux femmes ont même posé leur candidature à la présidentielle. Plus de 60 000 femmes ont suivi une formation et se sont portées volontaires pour des missions d'observation électorale, pour travailler dans les bureaux de vote et procéder au décompte des bulletins. Et, malgré un climat d'insécurité croissante, plus de 2 millions de femmes à travers le pays sont allées voter.

Malgré ces faits encourageants, les femmes afghanes ne jouissent pas de la liberté et de la sécurité qu'elles méritent. Afin d'honorer notre engagement envers les femmes d'Afghanistan, nous devons identifier les causes de ces difficultés ainsi que les obstacles qui entravent actuellement nos efforts.

Premièrement, la persistance de l'insécurité a toujours joué un rôle dans les souffrances subies par les femmes afghanes. Par le passé, l'insécurité a provoqué un effondrement total des infrastructures et des ressources entraînant une extrême pauvreté et empêchant l'accès aux soins et à l'éducation de base. À l'heure actuelle, l'accès limité aux parties les plus instables du pays fait perdurer cette situation et freine les progrès. Les Taliban ciblent de plus en plus les civils, en particulier les femmes et les filles, afin de les empêcher d'accéder aux services de base et de jouir de leurs droits fondamentaux. En outre, l'insécurité favorise une culture de l'arme à feu qui accorde davantage de valeur à la force brutale qu'à l'état de droit. Le danger qui en résulte confine les femmes chez elles par peur pour leur sécurité et leur honneur, limitant ainsi davantage leur accès aux services et à la vie publique.

Deuxièmement, les idéologies extrémistes d'oppression ont principalement ciblé les femmes ces 30 dernières années. Tout au long des années 90, les Taliban et d'autres groupes armés se sont livrés à des formes de violence grave contre les femmes. Les crimes commis contre les femmes, y compris les actes de violence sexuelle et les mariages forcés, étaient justifiés et défendus par les extrémistes. Malheureusement, tant que l'insécurité et l'extrémisme persisteront, l'Afghanistan ne pourra être libéré de cette manière perverse de considérer les femmes et d'agir à leur égard.

Outre ces causes profondes, la faiblesse et la fragilité des institutions publiques dans certaines régions de l'Afghanistan ont malheureusement restreint la capacité du Gouvernement de protéger pleinement les droits des femmes. Le système judiciaire et les forces de police encore balbutiants n'ont pour l'heure pas la formation ni les ressources nécessaires pour dûment procéder à des enquêtes, engager des poursuites et punir ces crimes. Notre bureaucratie naissante n'a pas encore les capacités requises pour répondre aux sollicitations dont elle fait l'objet. Ce n'est pas que la volonté de progresser fasse défaut en Afghanistan, mais les circonstances se sont révélées un formidable adversaire dans cette quête.

Malgré ces difficultés persistantes, l'Afghanistan est déterminé à garantir à toutes les femmes le plein exercice de leurs droits, et ce, en toute sécurité. Avec l'aide et l'appui de la communauté internationale, nous nous attaquons au problème de la faiblesse et des insuffisances de la gouvernance en renforçant nos

capacités et en consolidant nos institutions et notre appareil de sécurité. À cet égard, nous soulignons l'importance de l'accent que les forces internationales placent désormais sur la protection de la population, ce qui contribuera à limiter la violence contre les femmes. En outre, nous nous efforçons en permanence d'améliorer le statut juridique des femmes afghanes et de respecter les normes juridiques et législatives internationales, en procédant par exemple à l'examen de plus d'une soixantaine des articles les plus controversés du projet de Code chiite de la famille.

Le Gouvernement afghan a à cœur de représenter les intérêts de tous les Afghans, hommes et femmes, jeunes et vieux. Nous encourageons les Afghanes à jouer un rôle proactif dans leur avenir et à faire entendre leur voix, car c'est essentiel pour recréer le tissu économique, social et politique de l'Afghanistan. Avant tout, dans notre action politique pour parvenir à la réconciliation nationale, nous ne devons pas rompre la promesse faite à nous-mêmes et aux femmes afghanes en 2001. Nous n'avons pas le droit de trahir les droits et la sécurité des femmes en échange d'une paix superficielle en Afghanistan, car nous trahirions alors notre espoir d'un avenir stable. Bien au contraire, nous devons nous unir autour de l'idéal d'égalité de la justice et des droits pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

M. Aisi (Papouasie-Nouvelle-Guinée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous souhaite, ainsi qu'à votre délégation, plein succès durant votre présidence ce mois-ci. Nous félicitons également la délégation américaine pour la manière dont elle a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois de septembre. Je voudrais par ailleurs signaler deux choses. Nous souscrivons à la déclaration qui sera faite ultérieurement au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique. Je tiens par ailleurs à remercier mon collègue de l'Australie d'avoir mentionné mon pays dans sa déclaration et pour toute l'aide que son pays fournit au mien.

Monsieur le Président, à l'approche du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité l'année prochaine, nous félicitons votre délégation d'avoir convoqué ce débat opportun et, plus particulièrement, d'avoir appelé notre attention à tous sur le thème « Répondre aux besoins des femmes et des filles après un conflit pour une paix

et une sécurité durables », dans le cadre de la problématique plus large « Les femmes et la paix et la sécurité ». Votre délégation observe à juste titre, dans le document de réflexion préparé pour la présente séance (S/2009/490, annexe) que l'application des résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) a eu des résultats significatifs, « notamment en ce qui concerne le renforcement de la protection des civils dans les conflits armés, y compris les femmes et les filles, et la promotion de la participation des femmes aux processus de paix et de sécurité » (*par. 2*).

Tout en prenant note de ce constat, nous souscrivons également à l'importante observation formulée par votre délégation, à savoir que la situation est loin d'être satisfaisante, et que des déséquilibres et des problèmes demeurent, notamment au lendemain des conflits, période durant laquelle la contribution éventuelle des femmes à la consolidation de la paix est entravée par leur exclusion du processus décisionnel et par le fait que leurs besoins ne sont pas suffisamment reconnus et que des fonds insuffisants sont affectés à leur satisfaction.

À l'évidence, la communauté internationale a pleinement accepté le fait que la participation des femmes aux processus de règlement des conflits et de consolidation de la paix après le conflit fait partie intégrante, voire représente un élément déterminant, des efforts pour faire progresser le règlement des conflits et la consolidation de la paix. Nous continuerons d'appuyer la généralisation de la participation des femmes à ces processus.

Nous voudrions également observer que, même au stade du pré-conflit, en particulier lorsque la communauté internationale prend conscience qu'un conflit se prépare, il faut consulter les femmes pour déterminer la nature et le degré de la crise imminente. Ainsi que nous l'avons évoqué dans notre déclaration lors du débat sur la responsabilité de protéger que l'Assemblée générale a tenu cette année, trop souvent, les femmes ne sont pas les premières à être entendues et cette négligence intervient au détriment de nombreuses sociétés qui finissent par basculer dans un conflit.

L'expérience malheureuse mais pertinente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée se fonde sur les 10 années de conflit sur l'île de Bougainville, qui nous donne l'occasion d'analyser les dispositions de la résolution 1325 (2000). En avril 1998, le Conseil de sécurité a mandaté une mission d'observation des Nations Unies pour faciliter et surveiller le règlement du conflit et le

processus de consolidation de la paix. Cette mission s'est achevée avec succès en 2005.

À l'approche du cinquième anniversaire du retrait de la Mission d'observation, l'année prochaine, nous sommes sensibles à l'observation formulée par le Secrétaire général dans son rapport de 2009 sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit (S/2009/304), dans laquelle il constate que c'est souvent durant la période qui suit immédiatement l'arrêt des hostilités que la paix est le plus en danger. Cette période offre une chance essentielle de veiller à l'application pleine et entière de la résolution 1325 (2000).

Alors que le rétablissement de la paix se poursuit à Bougainville, nous voudrions respectueusement faire observer que la fragilité à laquelle fait allusion le Secrétaire général ne saurait être sous-estimée. Au fur et à mesure que se poursuit la phase de consolidation de la paix grâce aux efforts du Gouvernement papouanéo-guinéen, du Gouvernement autonome de Bougainville, de l'ONU, des organisations non gouvernementales et d'autres partenaires de développement, toutes les parties continueront d'être fortement sollicitées pour que soit garantie la pérennité de cette paix conquise de haute lutte.

Nous nous félicitons du projet actuellement mis en place par l'ONU sous le nom de Projet des Nations Unies à Bougainville, dont l'objectif est de

« fournir une aide ... pour continuer de rechercher des moyens de remédier à l'impact psychologique à long terme que le récent conflit a eu sur la population du fait de l'interruption de l'enseignement, des services sociaux, des moyens de subsistance et des sources de revenu; de mener à bien le programme d'élimination des armes; de mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives de consolidation de la paix; et de rétablir les services sociaux ».

Toutefois, dans le contexte du débat d'aujourd'hui, je voudrais observer qu'il conviendrait peut être d'y ajouter des références plus spécifiques aux dispositions de la résolution 1325 (2000) et à son application. Il devrait être indiqué plus clairement dans quels domaines spécifiques les femmes et les filles devraient contribuer à ce projet.

À l'échelle régionale et dans le cadre plus vaste de l'application du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies – en particulier les dispositions de son

article 52 – le Pacifique a fait et continue de faire tout son possible pour appliquer les dispositions de la résolution 1325 (2000). Récemment, les dirigeants du Forum des îles du pacifique ont, à leur quarantième réunion, adopté une disposition globale pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste, relevant au paragraphe 63 de leur communiqué que ce phénomène est :

« désormais largement reconnu comme un danger pour la sécurité humaine et un possible facteur de déstabilisation pour les communautés et les sociétés. Il demeure courant dans tout le Pacifique mais dans la mesure où la question reste sensible dans la plupart des cultures de cette région, sa prévalence est souvent sous-estimée. Il faut d'urgence admettre que la violence sexuelle et sexiste existe dans le Pacifique à tous les niveaux de la société, que ce soit dans l'environnement familial ou dans des situations de conflit et d'après conflit. »

Je voudrais également signaler que dans notre région de nombreuses organisations non gouvernementales et groupes de la société civile jouent avec succès un rôle de facilitateur pour améliorer la mise en œuvre des résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) et nous sommes d'avis qu'elles devraient continuer à jouer ce rôle.

Trop souvent, les femmes et les enfants, y compris les filles, sont en première ligne des conflits. Témoins innocents, ils sont traumatisés, blessés ou tués et souvent considérés comme des « dommages collatéraux ». L'ONU et ses institutions – le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF et, plus particulièrement, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme – continuent d'accomplir un excellent travail dans le domaine des conflits. Un long chemin a déjà été parcouru, mais à l'évidence il reste encore beaucoup à faire.

Enfin, nous pensons qu'il faut lier le présent débat aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et à leur réalisation. En particulier, nous constatons qu'il nous faut encore tirer pleinement parti du potentiel offert par l'objectif 8, à savoir celui relatif aux partenariats. Des partenariats stratégiques solides et bien conçus contribueront en effet à renforcer l'application des résolutions 1325 (2000), 1820 (2008) et 1888 (2009).

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine.

M. Argüello (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je tiens en premier lieu à féliciter le Viet Nam pour son accession à la présidence et pour l'organisation de ce débat public, qui reflète l'attachement résolu du Conseil de sécurité à l'application et au suivi effectifs de la résolution 1325 (2000) près de 10 années après son adoption. Nous remercions le Secrétaire général pour la présentation de son rapport (S/2009/465). Nous approuvons les recommandations qui y figurent, notamment celles relatives à la mise en place de mécanismes de surveillance et de responsabilisation en vue de la mise en œuvre de la résolution aux niveaux national, régional et international.

L'Argentine fait partie des pays qui ont réalisé des progrès dans la mise au point d'un plan d'application de la résolution 1325 (2000) dans le cadre de la défense. Parallèlement, l'Argentine travaille à la mise au point d'un plan national qui englobe tous les domaines couverts par cet instrument et elle y a incorporé des mesures spécifiques pour la mise en œuvre de la résolution 1820 (2008) sur les violences sexuelles à l'encontre des femmes dans les situations de conflit armé.

La participation des femmes aux processus de consolidation de la paix après un conflit peut être analysée aussi bien du point de vue du système des Nations Unies que de celui de l'État. Dans le premier cas, il est essentiel d'intégrer la question de l'égalité des sexes dès le stade de la planification des activités à entreprendre sur le terrain, et de la maintenir pendant toutes les étapes de la reconstruction et de la consolidation de la paix. Pour ce faire, il convient d'améliorer les systèmes d'information des divers programmes et institutions de l'ONU de manière à pouvoir se faire une idée précise de la situation des femmes en un lieu déterminé. Dans le même temps, la coopération des États Membres est nécessaire pour accroître la participation des femmes sur le terrain, au sein du personnel civil, militaire ou de police.

Du point de vue de l'État, il est important que le rôle des femmes dans les activités de reconstruction d'après conflit soit intégré dans les plans nationaux de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Cela implique non seulement le déploiement d'un plus grand nombre de femmes sur le terrain, mais également la reconnaissance du rôle concret que les femmes peuvent jouer dans toutes les étapes de ce processus, y compris en qualité de médiatrices dans les processus de paix.

L'autonomisation des femmes est un élément fondamental pour le renforcement de leur participation à la reconstruction. Les nouvelles institutions doivent tenir compte des intérêts et des besoins des femmes et assurer leur accès à toutes les entités qui garantissent l'exercice de leurs droits. Toutefois, il est nécessaire parallèlement d'investir dans l'éducation et la formation des femmes pour leur permettre de tenir un rôle au sein des institutions mises en place. Ceci est particulièrement important dans le cas des partis politique, des processus électoraux, du système judiciaire et des institutions chargées de la sécurité.

À cet égard, il est indispensable d'œuvrer à l'intérieur de l'État pour mettre un terme aux violences sexistes, le potentiel d'autonomisation des femmes étant inexistant dans un climat de violence. Nous nous félicitons donc de l'adoption de la résolution 1888 (2009) qui a reçu un large appui des États Membres de l'ONU, et nous estimons que son application constituera un pas réel vers l'éradication de l'impunité. Le rôle que peuvent jouer les pays fournisseurs de contingents dans la réalisation de cette tâche est très important; agissant en collaboration avec les différents programmes et institutions des Nations Unies, ces pays sont en mesure de promouvoir des initiatives conjointes en faveur de l'amélioration des conditions de vie des femmes dans le cadre des missions auxquelles ils participent. Ainsi, par exemple, l'Argentine organise à l'heure actuelle, avec le concours du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), un atelier sur l'égalité de sexes et les droits de l'homme destiné à sensibiliser davantage les autorités et la population haïtiennes à ces questions.

Nous estimons que l'intégration systématique de la question de l'égalité des sexes dans les projets de relèvement au lendemain de conflits n'est pas une question qui peut se régler au niveau technique ou par des engagements théoriques, tant elle dépend pour une grande part de la volonté politique et de financements adéquats. Il nous appartient donc d'en faire une réalité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie.

M. Natalegawa (Indonésie) (*parle en anglais*) : Pour commencer, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous adresser mes félicitations à l'occasion de l'accession du Viet Nam à la présidence du Conseil pour le mois en cours et de vous remercier d'avoir organisé ce débat public. Je tiens également à

adresser nos félicitations à la délégation des États-Unis pour les excellentes délibérations tenues sous leur présidence le mois dernier.

Je voudrais remercier le Secrétaire général pour son rapport d'activité (S/2009/465) sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) ainsi que pour les recommandations qui y figurent. À la veille du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) en octobre 2010, nous avons l'occasion aujourd'hui lors de ce débat public d'œuvrer au renforcement de la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits ainsi qu'à la consolidation de la paix.

Les conflits armés sont dévastateurs pour l'être humain, mais leurs effets sur les femmes et les filles sont démesurés. Elles sont réduites au silence lors des conflits et leurs droits fondamentaux sont bafoués lors de la détérioration politique et sociale qui accompagne les conflits. Elles ne disposent plus d'aucun pouvoir. Il y a quelques jours, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 1888 (2009). C'est là encore un effort louable pour renforcer l'action menée par la communauté internationale pour combattre les violences sexuelles en période de conflit armé.

Cependant, la communauté internationale peut encore agir davantage pour remédier aux problèmes rencontrés par les femmes et les filles dans les situations de conflit et d'après conflit. Nous devrions poursuivre à tous les niveaux notre action pour faire connaître la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles. La communauté internationale devrait continuer à mettre en place des stratégies visant à atténuer la dure réalité de la vie quotidienne des femmes et des filles lors de conflit et au lendemain de conflits.

Cependant, ces stratégies ne doivent pas en fin de compte simplement considérer les femmes et les filles comme des victimes; elles devraient être placées au centre des accords de paix. Les femmes sont des partenaires clefs dans les processus de relèvement d'après conflit. Il faudrait alors leur donner les moyens de jouer un rôle actif dans les différents domaines de la vie après un conflit, rôle qui ne soit pas limité à la recherche de moyens de subsistance, en participant aussi aux processus politiques et de consolidation de la paix. C'est ce qu'il faudrait promouvoir de façon systématiquement.

Le rôle des femmes dans les situations d'après conflit est primordial. Les femmes servent de pierres

angulaires et d'instruments de la paix. Pourtant, en raison de la poursuite des violences lors de conflits armés, elles se heurtent à des obstacles physiques, psychologiques et sociaux dans les situations d'après conflit qui sapent leur rôle dans la paix. La communauté internationale doit reconnaître l'existence de ce problème et le résoudre de manière efficace. À cette fin, l'aide internationale devrait viser à répondre aux besoins multidimensionnels des femmes et des filles dans les situations d'après conflit. La réalisation de cet objectif requiert l'apport de fonds adéquats.

Lors des débats tenus l'année dernière sur cette question, l'Indonésie a reconnu la nécessité de faciliter une participation pleine et effective des femmes à toutes les étapes des processus de paix et de consolidation de la paix. L'Indonésie veut que davantage de femmes jouent un rôle clef dans les missions de maintien de la paix, notamment dans l'armée et la police. Pour sa part, l'Indonésie a envoyé du personnel féminin en tant qu'observateurs militaires, officiers du personnel et membres de nos contingents dans la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, dans l'Opération hybride Union africaine-ONU au Darfour, et dans la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Nous devons aussi nous assurer que les soldats du maintien de la paix aient des moyens adéquats d'appliquer les dispositions relatives à l'égalité des sexes. De surcroît, il est important que les dispositions relatives à la violence sexuelle qui figurent dans les mandats des missions de maintien de la paix soient en harmonie avec les autres dispositions, telles que la protection des civils; leur élaboration devrait s'inspirer d'un concept clair et général. La formation obligatoire de tout personnel de maintien de la paix sur la manière de faire face à la violence sexuelle devrait se poursuivre et être appuyée.

La communauté internationale doit apporter son aide au rétablissement de la paix dans les zones de conflit, avec la participation des femmes. Nous saluons l'effort déployé pour l'inclusion d'une perspective d'égalité des sexes dans toutes les politiques et tous les programmes du système de l'ONU, effort facilité par l'existence d'une entité forte en matière d'égalité des sexes. Cependant, nous remarquons que les projets ayant pour objectif l'égalité des sexes dans les zones d'après conflit demeurent limités. Les Nations Unies devraient promouvoir la présentation de rôles modèles en matière d'égalité des sexes, en prenant en

considération les perspectives des pays en développement dans les situations d'après conflit.

Le Conseil de sécurité, conformément à son mandat, devrait continuer à rechercher l'origine de la violence contre les femmes pendant les conflits armés. Parallèlement, il faudrait promouvoir le rôle des femmes dans le maintien de la paix au lendemain des conflits.

Pour ces raisons, l'Indonésie se félicite pleinement de l'adoption par le Conseil de la résolution 1889 (2009), aujourd'hui même.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant la représentante de l'Ukraine à prendre la parole.

M^{me} Kavun (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que la délégation du Viet Nam, d'avoir organisé cette séance publique qui donne au Conseil et aux États Membres l'occasion d'avoir un large échange de vues sur une question aussi importante : la démarginalisation des femmes pour une paix et une sécurité durables.

Je voudrais aussi saluer les efforts soutenus des membres du Conseil de sécurité pour trouver des moyens efficaces de protection des femmes et garantir leur pleine participation aux efforts de maintien de la paix et de la sécurité. À cet égard, nous appuyons la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité, adoptée le mois dernier sous la présidence des États-Unis.

L'Ukraine donne également son appui total à la déclaration faite plus tôt par le représentant de la Suède au nom de l'Union européenne et, comme l'Union, considère l'égalité des sexes, l'intégration des questions relatives aux femmes, et la démarginalisation des femmes, non seulement comme des objectifs importants, mais aussi comme le moyen de réaliser les objectifs de Millénaire pour le développement (OMD) et un élément essentiel de l'ordre du jour relatif au développement.

En 2000, l'Ukraine, membre non permanent du Conseil, a été l'un des 15 pays ayant voté en faveur de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Cette décision du Conseil était sans doute, et elle est encore aujourd'hui, le document le plus important sur la question de la démarginalisation des femmes. Nous nous félicitons du récent rapport du Secrétaire général sur l'application de cette résolution (S/2009/465) et nous appuyons les recommandations faites. Parallèlement, mon pays partage les inquiétudes du

Secrétaire général concernant le manque d'application de la résolution.

La question portée aujourd'hui à notre attention est complexe. Face au fait que la pratique de l'utilisation croissante des femmes et d'autres civils comme cibles est devenue un instrument honteux de la guerre contemporaine, la communauté internationale a beaucoup fait; néanmoins, il reste encore beaucoup à faire. Le Conseil de sécurité a adopté plusieurs résolutions sur la protection des enfants et des civils dans les conflits armés, dans lesquelles il exhorte toutes les parties à prendre des mesures particulières de protection des femmes et des filles contre le viol et d'autres formes de violence sexuelle.

Cependant, malgré tous les efforts internationaux, les femmes continuent d'être les victimes les plus vulnérables des conflits armés, étant la cible des formes les plus brutales de violence sexuelle. En plus, les femmes connaissent aussi le traumatisme dû à la perte de parents et d'amis en période de conflit armé, et au fait qu'elles ont la responsabilité de prendre soin des membres survivants de leur famille. Elles constituent également la majorité des réfugiés et des personnes déplacées.

Cette situation inquiète sérieusement mon pays et il condamne fermement la pratique de l'utilisation des femmes et des filles comme cibles dans les situations de conflit armé. À cet égard, nous nous félicitons des efforts du Conseil de sécurité pour porter une attention spéciale aux besoins particuliers des femmes affectées par les conflits armés quand il envisage des mesures visant à promouvoir la paix et la sécurité.

Il est important que les rapports du Secrétaire général au Conseil portant sur des situations de conflit déterminées et des développements particuliers sur le terrain comprennent aussi des perspectives sexospécifiques dans l'étude des différents aspects de l'analyse et de la résolution des conflits. Il est tout aussi important de s'assurer que le personnel chargé des opérations de maintien et de consolidation de la paix ait une formation adéquate concernant la protection, les droits et les besoins particuliers des femmes. Les résolutions du Conseil de sécurité établissant ou prolongeant les opérations de maintien de la paix devraient fournir un mandat clair, en matière de protection des femmes et des filles affectées par le conflit, contre toute violence sexuelle, tout enlèvement, toute prostitution forcée, tout trafic des humains et

toutes autres menaces imposées par l'armée, les paramilitaires ou d'autres groupes.

Nous croyons que le Conseil de sécurité a une responsabilité particulière d'encourager la participation des femmes aux processus de paix, en garantissant un équilibre adéquat entre les hommes et les femmes dans les missions de maintien de la paix de l'ONU. Nous nous félicitons du fait que le Conseil a déjà reconnu le rôle important des femmes en matière de résolution des conflits, de maintien de la paix et de consolidation de la paix et a mis l'accent sur l'importance de promouvoir une politique active et visible d'intégration d'une perspective d'égalité des sexes dans toutes les politiques et tous les programmes quand il s'occupe des conflits armés ou d'autres conflits.

La présence de femmes dans les missions des Nations Unies peut faire gagner la confiance de la population locale, ce qui est un élément critique de toute mission de maintien de la paix. Dans l'accomplissement de leurs tâches, les femmes sont considérées comme compatissantes, peu disposées à choisir la force au lieu de la réconciliation et prêtes à écouter et à apprendre; et elles sont généralement vues comme contribuant à un environnement de stabilité et de moralité qui favorise le progrès et la paix.

En même temps, les femmes sont sous-représentées dans la prise de décisions en matière de conflit. Leurs initiatives et leurs visions pour la paix et la sécurité sont rarement prises en compte au cours des négociations de paix. À cet égard, je voudrais souligner que les femmes ne devraient pas être considérées en premier lieu comme des victimes de conflits armés; la communauté internationale devrait utiliser le potentiel des femmes comme agents de diplomatie préventive, de maintien de la paix et de consolidation de la paix.

En tant que participante active aux activités de maintien de la paix de l'ONU, l'Ukraine a, depuis des années, déployé des femmes dans le personnel de police civile et parmi les observateurs militaires qu'elle fournit aux missions de maintien de la paix de l'ONU. Nous réaffirmons notre engagement à continuer de faire un travail constructif, en collaboration avec les autres États Membres pour garantir la protection des femmes dans les situations de conflit armé et la participation des femmes aux processus de paix.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Puri (Inde) (*parle en anglais*): Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité.

Nous nous réjouissons de participer aujourd'hui à ce débat public sur les femmes et la paix et la sécurité. Le thème du débat d'aujourd'hui, à savoir « Les femmes, la paix et la sécurité : répondre aux besoins des femmes et des filles après un conflit pour une paix et une sécurité durables », est à la fois opportun et pertinent. L'Inde attache beaucoup d'importance à l'élaboration de mesures concrètes dans ce domaine, et accueille favorablement le rapport (S/2009/465) du Secrétaire général.

Nous nous sommes portés coauteurs de la résolution 1888 (2009), qui a été adoptée la semaine dernière sous la présidence des États-Unis. Nous avons également eu le plaisir de coparrainer la résolution 1889 (2009), qui a été adoptée aujourd'hui. Néanmoins, permettez-moi de souligner que la question des femmes et de la paix et de la sécurité a des implications générales et multidimensionnelles. Pour cette raison, on ne saurait trop souligner la nécessité de débattre de ces questions dans le forum universel, à savoir l'Assemblée générale.

L'Inde a constamment soutenu qu'une plus grande participation des femmes dans les domaines de la prévention des conflits, des négociations pour la paix, du maintien de la paix et de la reconstruction au lendemain des conflits est la condition *sine qua non* d'une paix et d'une sécurité durables. Pour ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, elle a enregistré de faibles résultats dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne le déploiement des femmes dans les forces de maintien de la paix. À l'heure actuelle, les femmes ne représentent que 8 % des agents de police et 2 % des effectifs militaires déployés dans les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Vu le rôle essentiel de l'Organisation des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix et dans les activités de reconstruction dans les pays émergeant d'un conflit, nous sommes sincèrement convaincus que l'Organisation des Nations Unies doit donner l'exemple. C'est précisément pour ces raisons que l'Inde a envoyé une unité de maintien de la paix composée de 100 femmes, qui est actuellement déployée au Libéria. De ce fait, la mission du Libéria, en comparaison avec les autres opérations de maintien

de la paix de l'Organisation des Nations Unies, est unique en son genre.

Nous saluons les efforts du Secrétaire général dans l'intégration d'une perspective de parité des sexes dans le processus de recrutement à l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons que ce processus sera institutionnalisé aussitôt que possible, et que nous parviendrons à un équilibre hommes-femmes au sein du système des Nations Unies, et surtout sur le terrain, où le besoin est le plus pressant. Il est également nécessaire d'avoir plus de femmes aux postes de prise de décisions à l'Organisation des Nations Unies.

Il est regrettable que la communauté internationale ait à débattre à maintes reprises de la question de la violence sexuelle et d'autres formes de violence contre les femmes et les filles dans les situations de conflit armé. Ce comportement odieux doit être condamné sans équivoque, sans ambiguïté et avec détermination, qu'il soit le fait des parties aux conflits armés, du personnel de maintien de la paix – y compris le personnel civil –, ou du personnel humanitaire.

La promotion et la protection des droits humains des femmes et des filles dans les conflits armés continuent de lancer un défi qu'il faut relever d'urgence. La violence sexuelle ne doit pas être tolérée. Il faut mener une enquête sur tous les cas de violence sexuelle dans les conflits armés, et poursuivre les auteurs de ces délits devant la justice. J'aimerais assurer le Conseil de sécurité que l'Inde continuera à contribuer positivement aux efforts de l'Organisation des Nations Unies en vue de protéger les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, dans les sociétés en conflit ou qui sortent d'un conflit. Cela devra être fait d'une manière globale et avec l'implication active de tous les départements et organismes des Nations Unies. Je voudrais également souligner que la communauté internationale doit renforcer la coopération en fournissant de nouvelles et additionnelles ressources financières et en partageant les expériences, l'expertise, et le renforcement des capacités dans les domaines de la justice et de l'état de droit.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Sierra Leone.

M. Touray (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, comme vous le savez, la Sierra Leone est sortie récemment d'un conflit. La situation de notre pays figure également à l'ordre du jour du

Conseil. Pour cette raison, nous nous réjouissons de l'organisation d'une autre réunion sur la question des femmes, de la paix et de la sécurité, qui se concentre cette fois-ci sur les mesures prises pour répondre aux besoins des femmes et des filles dans les situations d'après conflit. Monsieur le Président, je tiens à vous remercier d'avoir pris cette initiative. Par la même occasion, je vous adresse mes félicitations pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre. Je remercie également tous les membres du Conseil et le Secrétaire général pour leur engagement constant au service de la promotion et de la protection du rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, dans la consolidation de la paix et dans la lutte contre la violence sexuelle dans les conflits armés.

Je voudrais également, au nom de ma délégation, adresser mes sincères condoléances aux peuples des deux Samoa, de l'Indonésie et des Philippines après les catastrophes qui ont récemment frappé leurs communautés.

Au moment où nous nous réunissons aujourd'hui pour évaluer les progrès déjà réalisés dans la mise en œuvre de cette résolution historique, ma délégation a le plaisir de noter que beaucoup de progrès ont été faits dans la mise en œuvre des résolutions pertinentes adoptées à cet égard par nos pays respectifs, l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions apparentées. Nous sommes particulièrement encouragés par la détermination collective, au fil des ans, de résoudre les questions relatives à l'égalité des sexes, ainsi qu'à la promotion et à l'autonomisation des femmes, comme en témoigne le grand nombre de résolutions et de déclarations présidentielles adoptées par le Conseil, sans oublier celles adoptées par l'Assemblée générale.

Il y a presque deux mois, le 7 août, nous nous sommes réunis dans cette salle pour évaluer les progrès que nous avons tous réalisés dans la mise en œuvre de la résolution 1820 (2008), qui a été adoptée au mois de juin de l'année dernière et qui portait sur l'utilisation de la violence sexuelle dans les conflits armés. Pendant ce débat, nous avons parlé en détail de notre expérience relativement à l'exploitation sexuelle et aux sévices sexuels, utilisés comme tactique de guerre par les forces belligérantes durant la guerre civile qui a duré une décennie entière dans notre pays. Nous avons également fait mention des mesures législatives et administratives qui ont été prises pour s'attaquer à ce

fléau, ainsi que des difficultés que pose leur mise en application.

Nous avons fait des propositions concrètes sur les moyens qui nous permettraient ensemble de prévenir la violence sexuelle et de réagir à la violence sexuelle, notamment concernant la nécessité de nommer un Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des femmes, de la paix et de la sécurité, afin de diriger notre réponse collective à l'usage de la violence sexuelle dans les conflits armés. C'est pourquoi nous nous sommes félicités de l'adoption récente, le 30 septembre, de la résolution 1888 (2009) qui complète la résolution 1820 (2008), celle-ci ayant été la première résolution dans laquelle les menaces posées par la violence sexuelle au maintien d'une paix et d'une sécurité durables ont été reconnues. Nous réaffirmons notre soutien à l'appel du Secrétaire général à nommer un représentant spécial pour une coordination plus efficace.

En plus des instruments internationaux des droits de l'homme voués à la promotion et la protection des droits et du bien-être des femmes et des enfants que nous avons ratifiés, la Sierra Leone, en sa qualité de pays sorti récemment d'un conflit, a continué de démontrer sa détermination à promouvoir la cause des femmes et des filles en intégrant leurs préoccupations dans nos politiques, plans et programmes nationaux de développement. À cet égard, nous avons mis en place un ministère consacré aux affaires des femmes et des enfants, nous avons adopté une politique nationale sur l'intégration de la parité des sexes et la promotion de la femme, nous avons amendé les lois considérées comme discriminatoires contre les femmes, et nous avons fait figurer cette question dans notre document stratégique sur la réduction de la pauvreté.

Dans le même ordre d'idées, parallèlement à ces engagements, et dans l'objectif de nous assurer que la paix et la démocratie que nous avons acquises à grand prix seront durables, nous avons continué d'adopter des mesures pratiques pour répondre aux besoins de nos femmes et de nos filles, particulièrement dans des domaines comme la prise de décisions et la pleine participation – et prise en main – des femmes aux processus de consolidation de la paix et de redressement; à la santé; à l'éducation; à la protection contre les sévices, l'exploitation et la violence; ainsi qu'à la lutte contre le VIH/sida.

Convaincu que, en tant que victimes principales de la guerre, les femmes et leurs enfants devraient

participer aux processus de rétablissement et de consolidation de la paix et de relèvement national, notre gouvernement a pris un certain nombre de mesures pratiques dans ce sens. Depuis l'Accord de paix de Lomé et la Conférence de Beijing, la condition des femmes en Sierra Leone s'est considérablement améliorée aux niveaux national, régional et international pour ce qui est de leur participation aux affaires publiques.

Il y a également eu une augmentation de la représentation des femmes aux postes de prise de décisions. Des femmes sont aujourd'hui nommées à d'importants postes ministériels – affaires étrangères, condition de la femme et logement. Elles étaient déjà représentées en 2000 au Ministère du développement et de la planification économique. Des femmes ont été à la tête d'importantes commissions gouvernementales, telles que la Commission nationale pour la démocratie et les droits de l'homme et, tout récemment encore, la Commission électorale nationale. Elles ont également été nommées à la direction d'organes paraétatiques stratégiques et à des postes diplomatiques. Nous avons actuellement, au moment où je parle, plus de femmes que jamais auparavant qui sont chefs de chancellerie dans nos missions diplomatiques.

Dans le secteur de la sécurité, une des mesures que nous avons prises pour démontrer notre engagement en faveur de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) a été de créer une institution appelée « Women in Security Sierra Leone », qui a pour mandat de promouvoir la question : « les femmes et la paix et la sécurité ». Une autre preuve de notre volonté de voir des femmes à des postes de gestion dans le secteur de la sécurité, a été donnée avec la promotion d'une femme officier au rang de général de brigade et sa nomination comme sous-chef d'état-major au Ministère de la défense, chargé du personnel et de la formation. Parallèlement, une femme officier de police de haut rang est aujourd'hui inspecteur général adjoint de la police pour les normes professionnelles.

L'élaboration d'une version adoptée aux besoins des enfants du rapport de la Commission Vérité et réconciliation avait pour but d'accroître la participation des enfants au processus.

Le Groupe 50/50, une organisation non partisane qui s'attache à accroître l'influence des femmes sur l'action des pouvoirs publics en menant un travail de sensibilisation, a amélioré la perception publique des femmes actives sur la scène politique. Dans le cadre de

ses activités en faveur de l'égalité des sexes, cette organisation s'est associée à d'autres partenaires afin de passer en revue les lois discriminatoires à l'égard des femmes.

En 2002 et 2004, nous avons organisé une série de programmes de formation dans l'ensemble du pays à l'intention des femmes candidates aux élections législatives et locales. L'objectif de cette formation était de donner aux candidates les qualifications nécessaires pour vaincre certains des obstacles qui depuis des années les empêchent de prendre une part active aux affaires politiques. Nous menons également campagne afin que la représentation des femmes au Gouvernement soit de 30 %.

En 2001, nous avons mis en place au sein du Ministère de la protection sociale, de la condition de la femme et des enfants, une équipe spéciale chargée d'aplanir les obstacles qui entravent la participation des femmes à la vie politique, d'accroître le taux d'inscription des électrices et d'œuvrer en faveur de l'autonomisation politique des femmes. Mais cette équipe, qui aurait été la mieux placée pour exercer des pressions et mener des activités de plaidoyer en faveur d'une plus grande participation des femmes à la vie publique, n'a pu être maintenue faute de financement.

Il importe également de noter l'appui accordé par le Gouvernement au Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix, une organisation de femmes de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone dont les activités visent à compléter les initiatives entreprises au niveau national pour consolider la paix, prévenir de futurs conflits et rétablir la confiance nécessaire à l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables, non seulement dans le bassin du fleuve Mano, mais dans l'ensemble de l'Afrique.

Dans le cadre de ses efforts pour assurer à tous une vie saine, l'une des grandes priorités de mon gouvernement a été de faire en sorte que les femmes et les filles jouissent du meilleur état de santé possible. À cet égard, nous avons continué à prendre des initiatives conformes aux objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement en lançant de vastes programmes visant à améliorer les soins de santé maternels et infantiles. La campagne de sensibilisation sur la vaccination, la planification familiale, les soins obstétricaux et la formation d'accoucheuses traditionnelles contribue notamment à réduire les taux de mortalité maternelle et infantile.

En dépit de l'effondrement économique mondial actuel, le Gouvernement sierra-léonais n'a pas renoncé à prendre des mesures d'atténuation de l'impact de la crise sur la prestation des services de santé à l'intention des femmes et des filles en adoptant une réponse sexospécifique en la matière. Le Gouvernement sierra-léonais s'est engagé à appuyer le droit des femmes et des filles à des services de santé de base. Tout récemment par exemple, lors d'une réunion de haut niveau tenue parallèlement au débat général et organisée par le Premier Ministre britannique et le Président de la Banque mondiale sur le thème « Investir dans notre avenir commun : des femmes et des enfants en bonne santé – plus d'argent pour les soins de santé et plus de soins pour l'argent dépensé », le Président de la Sierra Leone, M. Ernest Bai Koroma, a pris l'engagement de lancer un nouveau plan stratégique dans le secteur de la santé afin de relever les défis tels que le coût élevé des médicaments, la pénurie d'établissements de soins de santé et la faiblesse des services de prestation de soins de santé, notamment pour les habitants des zones rurales. Le Président estime que ces problèmes nuisent à son programme pour le changement dans le domaine de la santé, d'où la nécessité de mettre en place le nouveau plan stratégique dans le secteur de la santé dont les objectifs sont les suivants.

Premièrement, le plan a pour but d'établir un mécanisme équitable de financement des soins de santé qui inclut la protection des femmes et des enfants en les exemptant de payer les frais médicaux. Deuxièmement, ce plan est destiné à nous acheminer vers une couverture universelle, notamment en matière de maternité sans risque et de santé de l'enfant. Troisièmement, il vise à améliorer la coopération avec les partenaires en renforçant notamment la transparence et l'obligation de justification des dépenses de santé et en renforçant également l'obligation de rendre des comptes aux citoyens. Pour réaliser ces priorités, le Président s'est également engagé à augmenter les dépenses de santé pour atteindre l'objectif des 15 % annoncé dans la Déclaration d'Abuja.

Dans le cadre du programme « Faire reculer le paludisme », le Président de la Sierra Leone s'est associé à d'autres dirigeants africains pour lancer une alliance des dirigeants africains contre le paludisme. En même temps, il s'est engagé à vaincre le paludisme, maladie très meurtrière pour les femmes et les enfants, en particulier les femmes enceintes.

Nous avons fait des progrès notables dans le domaine de l'éducation en adoptant des mesures concrètes pour promouvoir l'enseignement des filles, afin d'éliminer les inégalités entre les sexes dans l'éducation. Pour concrétiser cette décision, nous avons mis en place un enseignement primaire gratuit et obligatoire et pris des mesures incitatives afin d'encourager les filles à rester à l'école. En conséquence, le taux d'inscription des filles à l'école primaire a augmenté ces dernières années.

Pour répondre aux besoins des enfants dont l'éducation a été interrompue par la guerre, ou qui n'ont jamais eu la possibilité d'aller à l'école, nous avons modifié certains de nos programmes éducatifs à l'intention des enfants âgés de 10 à 15 ans en mettant en place un programme qui dispense rapidement et gratuitement l'enseignement primaire en réduisant à trois ans un cursus qui dure normalement six ans afin de donner à ces jeunes la possibilité de s'intégrer au système scolaire « normal ».

Plusieurs autres mesures prises pour éliminer les inégalités entre les sexes et promouvoir l'éducation des filles ont également donné des résultats positifs. Davantage de parents, par exemple, sont fiers aujourd'hui d'envoyer leurs filles à l'école, même dans les régions du pays qui étaient auparavant opposées à l'éducation des filles.

Je ne souhaite pas répéter tout ce qui a été dit lors du précédent débat sur l'emploi de la violence sexuelle dans les conflits armés. Je voudrais plutôt qu'il soit pris acte des mesures additionnelles suivantes prises pour lutter contre ce phénomène.

Premièrement, avec l'assistance de l'UNICEF et d'autres partenaires de développement, nous avons œuvré au regroupement familial des enfants touchés par la guerre et avons réussi à les réinsérer dans leur communauté.

Deuxièmement, nous avons mis en place quelques institutions de formation professionnelle et technique dans la plupart des régions du pays pour leur fournir une occupation utile. Troisièmement, nous avons promulgué une loi contre la traite des êtres humains pour lutter contre ce problème et celui des enlèvements de façon intersectorielle.

La lutte mondiale contre la pandémie du VIH/sida reste une priorité pour le Gouvernement sierra-léonais. C'est la raison pour laquelle nous estimons que la décision d'élaborer des politiques et des lignes

directrices relatives aux enfants et au VIH/sida, telles que des mesures visant à prévenir la transmission de la mère à l'enfant ou dans le domaine de la pédiatrie, est appropriée et opportune.

À un an à peine du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), que nous célébrerons en octobre 2010, nous sommes toujours convaincus en Sierra Leone qu'en dépit des progrès accomplis jusqu'à présent, nous devons déployer de plus amples efforts si nous voulons pleinement mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) et les autres résolutions pertinentes.

Pour notre part, comme nous sommes dans une situation d'après conflit, beaucoup a été fait pour promouvoir et protéger les droits de nos femmes et de nos filles. Néanmoins, nous sommes profondément convaincus que nous devons faire encore plus si nous voulons que nos femmes et nos filles jouissent pleinement de leur droit inaliénable de vivre à l'abri de la discrimination, des sévices et de l'exploitation. Parvenir à une participation pleine et égale des femmes et à une représentation féminine à tous les niveaux du Gouvernement, du Parlement et du système judiciaire – même si notre Cour suprême est déjà présidée par une femme et compte pas moins de trois femmes juges et si notre Bureau des services administratifs et de l'état civil est dirigé lui aussi par une femme – est toujours l'un des objectifs principaux de notre gouvernement.

Les capacités de notre mécanisme national de promotion de la femme sont néanmoins limitées par le manque de ressources humaines et financières dont nous avons tant besoin. Les établissements sanitaires et scolaires sont toujours insuffisants, en particulier dans les zones rurales. Les pratiques culturelles favorisant les garçons aux dépens des filles existent toujours, quoiqu'à une moindre échelle. Il nous reste encore à inscrire les droits de l'homme dans les programmes d'enseignement scolaire, ce qui pourrait améliorer la qualité de l'enseignement et le respect dû à chacun dans l'environnement d'apprentissage. Le nombre de plus en plus importants d'enfants des rues, en particulier d'enfants employés comme revendeurs, d'orphelins du sida et d'autres jeunes vulnérables, est désormais un problème important, en particulier avec la pandémie du VIH/sida. Il faut également concentrer nos efforts sur la question de la formation du personnel pour qu'il soit en mesure de faire face aux problèmes tels que la traite d'êtres humains, la justice pour mineurs et les sévices sexuels infligés aux enfants.

Compte tenu de ces obstacles, je tiens à saisir cette occasion pour remercier tous nos partenaires de développement de l'appui qu'ils continuent d'apporter à nos efforts en vue d'autonomiser les femmes et de les transformer de victimes de sévices sexuels, de violence et d'exploitation en membres respectés de notre communauté mondiale. Ce n'est que grâce à des efforts de collaboration soutenus que nous pourrions promouvoir leurs droits et limiter la violence sexiste. C'est pour cela que nous reconnaissons toujours le rôle joué par l'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix, dans les efforts visant à placer la question des femmes et de la parité entre les sexes au cœur du programme de consolidation de la paix des Nations Unies.

Je tiens, pour terminer, à souligner que, comme pays sortant d'un conflit, la Sierra Leone a vraiment beaucoup fait pour promouvoir et protéger les besoins de nos femmes et de nos filles. Grâce à une volonté politique et à un engagement soutenus, nous pensons sincèrement que nous pourrions faire davantage avec les ressources disponibles moyennant l'appui, l'assistance et la collaboration voulue de la part de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs qu'ils doivent limiter leur déclaration à cinq minutes maximum, afin de permettre au Conseil de mener ses travaux avec diligence. Je remercie les représentants de leur compréhension et de leur coopération.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Serbie.

M. Starčević (Serbie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Conseil de sécurité de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole sur la question très importante de la réponse à apporter aux besoins des femmes et des filles dans les sociétés sortant d'un conflit. Je tiens également à remercier le Président du Conseil, M. Le Luong Minh, Ambassadeur du Viet Nam, et la délégation du Viet Nam d'avoir organisé ce débat public. Ma délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Suède au nom de l'Union européenne et je me contenterai donc de quelques observations complémentaires sur la question.

Plusieurs événements organisés en marge de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, tels que la commémoration du sixième anniversaire de l'adoption des Conventions de Genève, les réunions ministérielles sur la mise en œuvre des

Engagements de Paris et sur la violence à l'égard des filles, ainsi que l'adoption de la résolution 1888 (2009) sur les femmes, la paix et la sécurité dans cette salle la semaine dernière, montrent clairement que nous avons besoin d'agir d'une manière plus concertée et décisive aux niveaux national et international pour aider les populations les plus vulnérables dans les sociétés qui sont en proie à un conflit ou sortent d'un conflit.

Mon pays s'est porté coauteur de la résolution 1888 (2009) pour montrer son engagement et sa détermination à collaborer avec la communauté internationale, mais également au niveau national, pour mettre pleinement en œuvre la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, une résolution fondamentale dont nous commémorerons l'année prochaine le dixième anniversaire de l'adoption, ainsi que les résolutions ultérieures du Conseil de sécurité sur cette question. Je pense que la résolution 1889 (2009) adoptée aujourd'hui contribuera encore davantage à la réalisation de nos objectifs communs, à savoir l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, le renforcement de la participation des femmes à la planification au lendemain des conflits et à la consolidation de la paix, ainsi que leur pleine participation aux processus décisionnels.

La dernière décennie du XX^e siècle a été marquée par l'intolérance, la violence et les conflits dans la région de l'ex-Yougoslavie. Les catégories vulnérables, telles que les femmes, les enfants, les personnes âgées et d'autres, ont en effet été les plus touchées par ces événements tragiques. Même aujourd'hui, 10 ans après que les pays de la région de l'Europe du Sud-Est aient considérablement amélioré leur coopération sur la voie de leur adhésion à l'Union européenne, la Serbie continue d'abriter plus de 90 000 réfugiés en provenance des pays voisins et plus de 200 000 personnes déplacées venant de notre province méridionale du Kosovo, dont beaucoup sont des mères célibataires, des filles et des femmes âgées.

La Serbie n'a épargné aucun effort pour aider et appuyer cette population pendant son déplacement prolongé. Nous sommes fermement convaincus qu'il faudra un engagement plus visible et plus conséquent de la communauté internationale dans la province du Kosovo, ainsi qu'une coopération régionale plus forte, si nous voulons trouver une solution durable au problème des réfugiés et des personnes déplacées.

Maintenant que l'expérience douloureuse du conflit est derrière nous et après les changements démocratiques qui ont eu lieu en République de Serbie, mon pays s'est lancé dans un processus général de réformes démocratiques dans les domaines de l'économie, de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme. Dans le cadre de ces processus, l'autonomisation des femmes par le biais d'une pleine participation aux processus décisionnels a été reconnue comme étant indispensable aux réformes en cours. Au cours des 10 dernières années, nous avons déployé des efforts considérables pour garantir une plus grande représentation des femmes au Parlement et dans d'autres instances décisionnelles.

Aujourd'hui, en Serbie, les femmes occupent de nombreux postes de haut niveau au sein des trois pouvoirs de l'État. Le Président du Parlement, ainsi que les Ministres des finances, de la justice, et de la jeunesse et des sports, sont des femmes. L'augmentation du nombre de femmes au sein de la magistrature est également importante. Les Présidents de la Cour constitutionnelle et de la Cour suprême sont des femmes. Des femmes juges ont été chargées de dossiers très sensibles tels que des affaires de crimes de guerre, de criminalité organisée et de corruption. Les femmes sont également de plus en plus nombreuses dans la police et l'armée.

Gardant à l'esprit l'importance d'une participation des femmes aux opérations de maintien, de rétablissement et de consolidation de la paix, la République de Serbie a jusqu'à présent déployé 14 femmes dans le cadre des contingents envoyés dans plusieurs opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Enfin et surtout, reconnaissant l'importance du rôle de la société civile dans le règlement des questions liées aux femmes et aux filles au lendemain des conflits, je tiens à dire qu'il existe en Serbie un réseau très dynamique d'organisations non gouvernementales dirigées par des femmes qui se consacrent très activement aux questions de crimes de guerre, de justice transitionnelle et de réconciliation.

Pour terminer, je voudrais assurer au Conseil que la République de Serbie continuera d'appuyer les efforts du Conseil de sécurité sur ces questions importantes et que nous ferons tout notre possible pour contribuer à la pleine mise en œuvre de ses résolutions, y compris celle qui a été adoptée aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

M. Schaper (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord m'associer à la déclaration prononcée par le représentant de la présidence de l'Union européenne (UE), et vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public. Le très grand nombre d'orateurs, aujourd'hui, témoigne très clairement de l'importance que les Membres de l'ONU dans leur ensemble attachent à la question des femmes, de la paix et de la sécurité.

Ce sujet revêt deux aspects. Le premier porte sur les femmes et les filles en tant que victimes de violences. Comme le débat du Conseil de sécurité la semaine dernière l'a clairement marqué (voir S/PV. 6195), une telle violence est souvent utilisée comme arme de guerre. Cela nécessite un nouveau *modus operandi* quant à la gestion des crises et au maintien de la paix. Par exemple, des patrouilles militaires doivent stationner entre les villages et les points d'eau au petit matin pour protéger les femmes qui viennent chercher de l'eau. Nous devons également prendre conscience du fait que les formes brutales de violence contre les femmes, au cours de flambées soudaines de violence, peuvent être des signes avant-coureurs d'instabilité.

Mais même les femmes qui ont été violées ont un droit de parole. Ce ne sont pas seulement des paroles de victimes, mais celles de citoyennes qui contribuent directement à la prévention des conflits, au maintien de la paix et à la reconstruction après les conflits dans leur pays. Voilà le deuxième aspect : l'autonomisation des femmes dans les questions de paix et de guerre.

Nous nous félicitons donc de la résolution 1888 (2009), que le Conseil a adoptée la semaine dernière, ainsi que de la résolution 1889 (2009), qui a été adoptée aujourd'hui, et que les Pays-Bas auraient souhaité parrainer, parce que ces résolutions donnent davantage la parole aux femmes sur ces questions – par exemple, par le biais de rapports de pays présentés au Conseil de sécurité. Elles nous fournissent aussi de nouveaux outils, comme l'ensemble d'indicateurs que le Secrétaire général est prié de présenter pour suivre leur mise en œuvre au niveau mondial. Ceux-ci peuvent se révéler très utiles pour surveiller les progrès et pour planifier en vue d'obtenir des résultats.

De plus, nous saluons le fait que la résolution adoptée ce matin encourage la Commission de consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la

consolidation de la paix à inclure systématiquement les femmes dans les efforts de consolidation de la paix, et à accroître la participation des femmes dans les prises de décisions politiques et économiques dès les premières phases du processus de consolidation de la paix. Mais l'incidence du renforcement du rôle des femmes en matière de paix et de guerre ne se limite pas aux pays où des conflits ont lieu, ou ont eu lieu, et cela a aussi des conséquences pour les autres États Membres de l'ONU.

En ce qui concerne les opérations militaires, une étude menée par la Suède, la Norvège, la Finlande et les Pays-Bas sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) dans les équipes de reconstruction dans les provinces d'Afghanistan, a notamment montré que l'efficacité de la Force internationale d'assistance à la sécurité s'accroît, s'agissant de coopérer et de gagner la confiance de la population afghane, si les forces armées des pays fournisseurs de contingents comprennent plus de femmes. Inclure plus de femmes dans les forces armées est un aspect important d'une approche cohérente et complète de la question que nous examinons aujourd'hui. Un séminaire organisé par l'Espagne et les Pays-Bas, les 13 et 14 octobre à Madrid, se concentrera sur la manière de progresser dans ce domaine.

Cela implique aussi de travailler étroitement avec la société civile dans nos pays, comme nous le faisons aux Pays-Bas. Nous avons eu une expérience positive de collaboration avec les organisations non gouvernementales, pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de notre plan d'action national.

S'agissant de notre coopération bilatérale avec d'autres pays, je voudrais citer deux exemples. Le Burundi et les Pays-Bas collaborent pour l'intégration d'éléments de la résolution 1325 (2000) dans le cours de formation éthique destiné aux services burundais en uniforme. Par ailleurs, en République démocratique du Congo, les Pays-Bas appuient la mise en place d'accords de financement collectif pour faire face à la violence sexuelle et sexiste, au titre du plan de stabilisation de ce pays, en collaboration avec le Gouvernement et d'autres donateurs.

Je voudrais terminer en soulignant que notre débat d'aujourd'hui fait partie d'un débat plus vaste sur les questions d'égalité des sexes et devrait être considéré à la lumière de la décision de l'Assemblée générale de créer une entité composite des Nations Unies chargée des questions d'égalité des sexes (voir

résolution 63/311 de l'Assemblée générale). Nous attendons avec intérêt une proposition rapide quant aux détails de cette entité, notamment concernant sa coopération avec les conseillers et les représentants spéciaux concernés. Il faut veiller à la cohérence des efforts de l'ONU concernant les questions d'égalité des sexes. Nous attendons donc la nomination rapide du nouveau Secrétaire général adjoint. Comme l'a dit ce matin l'Ambassadeur de Suède dans sa déclaration au nom de l'UE, nous ne devons pas laisser les efforts faiblir sur cette question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Équateur.

M. Morejón (Équateur) (*parle en espagnol*) : Au cours des 60 dernières années, l'ONU a joué un rôle central dans la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes. En outre, elle a contribué à intensifier les efforts qui consolident l'égalité entre les sexes, en particulier par l'instauration d'un cadre normatif internationalement reconnu, qui guide les activités des gouvernements et des autres acteurs. Dans la lignée de ces efforts, l'Équateur a ratifié tous les traités internationaux pertinents et a coparrainé diverses résolutions de l'Assemblée générale sur ce sujet.

L'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1325 (2000) marque un tournant s'agissant de reconnaître l'importance d'intégrer la perspective de l'égalité des sexes à toutes les étapes du processus de paix. De la même façon, cette résolution témoigne de l'intérêt du Conseil de sécurité quant à la situation des enfants dans les conflits armés, la protection des civils et la prévention des conflits.

L'Équateur a pris bonne note du premier rapport du Secrétaire général (S/2009/362) sur la mise en œuvre de la résolution 1820 (2008), qui fait référence à de nombreux efforts déployés par les États pour éradiquer ce mal. Malgré les importants efforts menés par le Secrétaire général et le Conseil de sécurité, l'Équateur estime qu'il est urgent de parvenir à une meilleure collaboration entre les principaux organes de l'ONU, sans oublier que l'Assemblée générale est l'instance la plus universelle, chargée de fournir un cadre normatif pour guider les décisions de tous les États.

L'Équateur estime que tous les États Membres, y compris le système des Nations Unies, doivent appliquer de manière plus cohérente et systématique le droit international et les politiques et programmes pour

combattre les problèmes complexes et omniprésents qui entravent la réalisation des droits des femmes. Depuis 2008, mon pays possède un nouveau cadre constitutionnel qui pose les bases d'une démocratie participative, reconnaît les droits de la femme dès son préambule et montre la voie à suivre pour passer d'une égalité formelle à une égalité réelle, en identifiant les différentes manières de s'occuper de ceux qui souffrent de discrimination et d'inégalité dans la jouissance de leurs droits enracinés dans la tradition, l'histoire, la culture, y compris les pratiques religieuses.

Pour terminer, je voudrais souligner que l'Équateur, afin de garantir l'égalité entre les hommes et les femmes, travaille à concevoir la structure la plus appropriée d'un Conseil national de l'égalité des sexes.

Les défis sont nombreux. Il faut changer une certaine réalité, c'est pourquoi je voudrais réaffirmer la décision du Gouvernement et du peuple équatoriens de continuer à œuvrer avec la communauté internationale pour garantir le droit des femmes à une vie affranchie de la violence et pour assurer la pleine participation des femmes au processus de médiation et de négociation, dans tous les aspects du maintien de la paix, dans la gestion de l'aide humanitaire, et dans le processus de reconstruction après les conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République bolivarienne du Venezuela.

M^{me} Medina-Carrasco (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité, et vous remercier d'avoir convoqué cet important débat sur une question si essentielle.

Nous aimerions que notre déclaration soit une réflexion sur ce thème. Nous sommes préoccupés par le ton de certaines déclarations, et nous aimerions que la déclaration que va prononcer notre délégation au nom du Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela soit interprétée comme il se doit.

La République bolivarienne du Venezuela respecte les normes du droit international et les engagements pris dans ce contexte. Les violations des droits de la femme, de par leurs multiples conséquences sociales, économiques et politiques, compromettent la coexistence humaine et constituent de graves crimes qui portent atteinte à la dignité des femmes, comme l'ont établi de nombreux instruments du droit international.

La République bolivarienne du Venezuela réaffirme son attachement clair et indéfectible à la promotion et au respect des droits de la femme, et à l'élimination toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence sexuelle.

Le Venezuela est favorable à ce que toutes les entités pertinentes de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme s'attaquent aux problèmes que rencontrent les femmes en période de conflit armé. Nous attirons l'attention sur le rôle que doit jouer le Conseil des droits de l'homme à cet égard.

Nous souhaitons cependant faire part de notre préoccupation face au maintien au Conseil de sécurité, de sujets qui figurent à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, et qui ne relèvent donc pas de sa compétence. Ceci ne contribue pas à ce que ces sujets soient traités de façon adéquate et équilibrée.

Pour ce qui est des opérations de maintien de la paix, nous considérons que le Conseil de sécurité ne peut être à la fois juge et partie. Nous sommes préoccupés de ce que le Conseil puisse, en vertu de l'article 16 du Statut de Rome, paralyser indéfiniment une enquête ou une procédure judiciaire menée par la Cour pénale internationale dans ce domaine, en particulier lorsque des représentants ou des fonctionnaires d'un membre permanent du Conseil sont concernés. Nous pensons en particulier au membre du Conseil qui nie la compétence de la Cour et exige que les pays dans lesquels il lance des incursions militaires accordent l'immunité diplomatique à ses représentants ainsi qu'à son personnel militaire et de sécurité. Cette situation promeut gravement l'impunité des crimes graves à l'encontre de femmes et d'enfants. C'est un aspect qui doit alerter tous les États Membres de l'ONU.

La République bolivarienne du Venezuela appuie pleinement tous les efforts déployés au sein de l'Assemblée générale, de ses fonds et de ses programmes, pour veiller au traitement global de la question de la promotion des femmes et de leur véritable autonomisation au sein d'une société égalitaire et juste qui respecte leurs droits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Colombie.

M. Montoya (Colombie) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre. Nous vous remercions d'avoir

publié le document de réflexion (S/2009/490, annexe) qui sert de base au débat d'aujourd'hui.

L'expérience de la Colombie montre l'importance de la mise en œuvre de stratégies soucieuses de l'égalité entre les sexes qui intègrent notamment les dimensions sociale, économique et culturelle. Ainsi, notre gouvernement mène depuis 2003 une politique de discrimination positive afin d'autonomiser les femmes dans tous les domaines. L'État, conscient des besoins particuliers des femmes au niveau local, encourage par exemple la création et le renforcement des conseils communautaires de femmes, qui sont des espaces de débat créés dans les départements et les municipalités pour accroître leur participation et mettre plus en évidence le rôle qu'elles jouent dans le développement de leurs régions. Cet outil permet d'établir un lien entre les femmes, la politique et les programmes gouvernementaux, promeut un développement soucieux de l'égalité des sexes et encourage ou renforce les processus d'intégration de la problématique hommes-femmes au niveau régional.

À cet égard, nous progressons dans notre programme destiné aux femmes rurales, qui comprend des mesures visant à assurer un plus grand respect des droits des femmes rurales et à leur garantir la véritable jouissance de ces droits. Le Bureau du Conseiller chargé de l'égalité de la femme, une entité gouvernementale, a lancé un projet visant à accroître l'attention portée aux femmes, aux jeunes filles et aux filles autochtones et à améliorer leur situation dans le cadre de la politique intitulée « Femmes architectes de la paix et du développement ». À cette fin, trois ateliers régionaux et un point de rencontre centralisé ont été proposés afin de créer des espaces de discussion et de faire connaître l'importance des actions menées à bien par les femmes autochtones à partir de leurs communautés. L'espace de discussion aménagé entre le Bureau du Conseiller et les femmes autochtones qui ont participé aux trois ateliers contribue à l'élaboration d'un programme de travail commun qui tient compte des efforts déployés par les femmes dans leur région. L'objectif est d'élaborer un plan de discrimination positive pour les populations autochtones, en mettant l'accent sur les femmes.

D'autre part, avec l'appui de l'Union européenne et grâce à la participation citoyenne, le programme Ateliers de la paix a été lancé dans des zones touchées par la violence. Grâce à ces ateliers, nous explorons, avec les instruments de l'état de droit, les voies que la société colombienne et les collectivités locales doivent

emprunter pour en finir avec la violence et favoriser le développement durable. Les femmes sont tantôt les bénéficiaires tantôt les gestionnaires des projets de promotion de la paix mis en œuvre dans leur région.

Dans le cadre du processus de consolidation de la paix, les entités de l'État colombien œuvrent en commun et conjuguent leurs efforts pour intégrer la perspective hommes-femmes et assurer l'entière participation des femmes aux initiatives de prévention de la violence.

En outre, nous avons établi des directives en matière d'aide aux personnes déplacées, en adoptant une démarche axée sur la problématique hommes-femmes. L'objectif de ces directives est de contribuer à la consolidation de la politique publique axée sur les personnes déplacées afin de fournir une aide efficace qui réponde aux besoins particuliers des femmes et qui lutte contre les effets qu'a sur elles le déplacement. Les directives sont fondées sur trois principes de base : la participation, une démarche axée sur le droit et l'accent mis sur la perspective hommes-femmes. Elles s'articulent à leur tour en trois phases : prévention et protection, aide humanitaire d'urgence et stabilisation socioéconomique.

Par ailleurs, l'État a déployé des efforts pour garantir l'accès à la justice et une protection spéciale aux femmes victimes de déplacements ou de violences sexuelles perpétrées par des groupes illégaux. Le Bureau du Procureur général défend une stratégie d'action globale pour la défense des droits fondamentaux des femmes victimes. Ce programme repose sur une méthodologie différentielle et ciblée pour lutter contre l'incidence de ce phénomène sur les femmes colombiennes.

Notre politique nationale de réinsertion sociale et économique à l'intention des personnes qui se dissocient des groupes armés illégaux vise à incorporer systématiquement aux actions institutionnelles une perspective soucieuse de l'égalité des sexes. L'aide à apporter aux femmes, aux enfants et aux minorités ethniques est prise en compte dans le cadre du processus de réinsertion, qui définit notamment les caractéristiques des groupes de population, et encourage les familles à jouer un rôle dynamique dans le processus. D'autre part, nous menons un programme de prévention de la violence dans les familles où d'anciens membres des groupes armés ont été réintégrés.

Le renforcement du rôle et des capacités des femmes, ainsi que le respect de leurs droits, sont des aspects essentiels pour le Gouvernement colombien. Dans le cadre de ces efforts, l'accompagnement du système des Nations Unies et de la communauté internationale est essentiel. Mon pays, en tant que membre du groupe des pays amis chargé de surveiller l'application de la résolution 1325 (2000), continuera de suivre de près l'évolution de la question des femmes, de la paix et de la sécurité. La Colombie réaffirme sa détermination à mettre en œuvre des politiques, des plans et des programmes qui élargissent et renforcent le rôle de la femme en matière de consolidation de la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des États fédérés de Micronésie.

M. Lippwe (États fédérés de Micronésie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique qui sont représentés à l'ONU, à savoir les Fidji, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Marshall, Nauru, le Samoa, les Îles Salomon, les Tuvalu, les Tonga, Vanuatu et mon propre pays, les États fédérés de Micronésie.

Je tiens tout d'abord à remercier la présidence vietnamienne du Conseil de sécurité d'avoir convoqué la présente séance importante. Nous reconnaissons et saluons les progrès accomplis dans l'application de la résolution 1325 (2000) dont il est fait état dans le rapport du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité (S/2009/465). Nous notons en particulier le renforcement accru des capacités des États Membres et des organes des Nations Unies en vue d'appliquer cette résolution. La sensibilisation à la question des femmes, de la paix et de la sécurité et la capacité à la traiter sur le terrain, sont, bien entendu, essentielles au succès de l'application de cette résolution, et nous sommes favorables à l'accent mis sur cette question.

Toutefois, comme l'indique le rapport du Secrétaire général et comme l'ont fait remarquer les orateurs précédents, le chemin est encore long avant de parvenir à la pleine application de la résolution 1325 (2000). Nous sommes préoccupés par le fait que des progrès considérables doivent encore être réalisés pour pouvoir assurer une participation égale et notable des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions en matière de paix et de sécurité, et notamment aux négociations dans les situations d'après conflit. Nous

trouvons extrêmement inquiétant que les négociations d'accords de paix et la planification du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration continuent d'être menées sans tenir compte de la résolution 1325 (2000).

Dans le but de surmonter les obstacles entravant l'application de la résolution 1325 (2000), les petits États insulaires en développement du Pacifique appuient fermement la mesure proposée dans le rapport relative à la nécessité d'instaurer des mécanismes efficaces de suivi et de responsabilisation s'agissant de l'application de la résolution aux niveaux mondial, régional et national et à l'obligation pour le Conseil de sécurité d'instaurer un tel mécanisme de suivi sans plus attendre. En l'absence de tels mécanismes, la réalisation de progrès notables nous semble difficile. Cela doit faire partie d'une action globale et d'un financement accru de la part du Conseil de sécurité, ainsi que de tous les organes de l'ONU et de tous les États Membres de l'ONU, visant à l'application de la résolution 1325 (2000). En outre, nous appuyons la nomination par le Secrétaire général d'un nouveau représentant spécial, en vue d'une meilleure coordination de l'action concernant les femmes, la paix et la sécurité.

S'agissant du débat relatif aux besoins des femmes et des filles dans les situations d'après conflit dans le cadre du thème général de l'application de la résolution 1325 (2000), il est essentiel de s'intéresser à la prévention des conflits et de tenir compte en particulier des liens entre cette question et les incidences du changement climatique sur la sécurité. Les changements climatiques qui perdurent risquent en effet d'accroître le nombre de conflits dans de nombreuses régions du monde, et les femmes et les filles devront en subir les conséquences à un niveau tel que la communauté internationale ne sera peut-être pas en mesure d'apporter les solutions appropriées.

Les petits États insulaires en développement du Pacifique ont évoqué, l'an passé, les liens entre le changement climatique et la sécurité au cours du débat public sur les femmes, la paix et la sécurité organisé par le Conseil de sécurité sous la présidence de la République populaire de Chine. Depuis, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 63/281 relative aux changements climatiques et leurs répercussions éventuelles sur la sécurité. Pour la première fois, la communauté internationale reconnaissait l'existence d'un lien évident entre les changements climatiques et la paix et la sécurité

internationales. En vertu du paragraphe 2 de cette résolution, le Secrétaire général devra présenter un rapport sur la question, et nous le remercions sincèrement d'œuvrer à cette question importante. Nous saisissons également cette occasion pour féliciter les gouvernements de la Finlande et du Libéria d'avoir organisé le mois dernier à New York la Réunion de haut niveau sur la paix et la sécurité et le rôle mobilisateur des femmes qui a donné des résultats positifs.

Les effets négatifs des changements climatiques modifient la distribution et la qualité des ressources naturelles telles que l'eau douce, les terres arables, les territoires côtiers et les ressources marines. Ces changements peuvent conduire à une concurrence accrue pour obtenir des ressources disponibles, à une fragilisation des institutions publiques et à des migrations à l'intérieur des pays et au niveau international. En outre, ces incidences négatives peuvent entraver de manière considérable la capacité des États de faire respecter leur intégrité territoriale, leur souveraineté et leur indépendance. Les effets néfastes des changements climatiques risquent fortement d'entraîner une multiplication des conflits violents dans de nombreuses régions du monde et, par conséquent, d'aggraver la situation des femmes et des filles en période de conflit et d'après conflit. Nous estimons que les changements climatiques compromettent sérieusement l'application de la résolution 1325 (2000).

Il semble que l'approche adoptée par le Secrétaire général dans son prochain rapport sur les changements climatiques et leurs répercussions éventuelles sur la sécurité souligne la nécessité d'axer les efforts sur la prévention des problèmes de sécurité, ce que nous appuyons pleinement. Par une action appropriée face à la crise du climat, la communauté internationale peut prévenir l'émergence probable de conflits provoqués par les changements climatiques et protéger ainsi les droits de la femme et de l'enfant. Nous devons saisir cette occasion. En outre, nous appelons de nouveau à ce que la question des changements climatiques et de la sécurité figure chaque année au rang des préoccupations de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à la nomination au sein de l'Organisation d'un coordonnateur chargé d'assurer le suivi de cette question et de proposer des solutions face aux répercussions accrues des changements climatiques sur la sécurité. Si l'ONU réagit à cette menace, elle sera alors en mesure de prévenir réellement les conflits et, ainsi, de faire reculer la violence contre les femmes.

Les petits États insulaires en développement du Pacifique réitèrent leur attachement à la pleine application de la résolution 1325 (2000) et, avec l'appui de tous les États Membres, sont convaincus que de nouveaux progrès seront accomplis en la matière à la veille du dixième anniversaire de cette résolution.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Tete Antonio, Observateur permanent par intérim de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M. Antonio (Union africaine) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, au nom de l'Union africaine, je tiens à vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil et je m'associe aux orateurs précédents pour vous remercier d'avoir organisé le présent débat public. Nous remercions également l'Ambassadrice M^{me} Rice pour le travail remarquable qu'elle a accompli durant le mois de septembre. Nous remercions également les divers orateurs qui ont fait des exposés au Conseil ce matin.

C'est la première fois que je participe à une séance du Conseil en ma qualité d'Observateur permanent par intérim de l'Union africaine, et je saisis donc cette occasion pour exprimer notre gratitude au Conseil pour l'appui et la coopération apportés à mon prédécesseur, M^{me} Lila Ratsif Andrihamanana. L'Union africaine est également très reconnaissante de l'attention que le Conseil de sécurité continue d'accorder à des questions qui préoccupent l'Afrique, et je me réjouis à la perspective de collaborer avec le Conseil.

L'Union africaine se félicite de la tenue de débats publics comme celui d'aujourd'hui, car ils nous permettent de partager des informations sur les initiatives fructueuses, les chances à saisir et les enseignements tirés. Ils nous permettent aussi de réfléchir ensemble aux nouvelles synergies indispensables à l'amélioration de la teneur de mesures concrètes et de la mise en œuvre sur le terrain. À cet égard, et à l'appui de la déclaration faite par les Pays-Bas, l'Union africaine se félicite de l'avancée majeure que représente la résolution 63/311 de l'Assemblée générale qui autorise la création d'une entité composite chargée des questions des sexes et dirigée par un secrétaire général adjoint, et exhorte le Conseil de sécurité à apporter son plein appui à l'action du Secrétaire général en ce sens dans la période à venir.

Nous sommes également heureux que la commémoration, l'année prochaine, du dixième

anniversaire de la résolution 1325 (2000) coïncide avec le lancement de la Décennie de la femme africaine, 2010-2020, déclarée par l'Assemblée de l'Union africaine en janvier 2009, et qui, nous l'espérons, ouvrira la voie à une coopération accrue entre nos deux organisations dans l'action menée pour la promotion de l'égalité entre les sexes.

S'agissant de la question particulière examinée au cours du présent débat, l'Union africaine continue d'élaborer des politiques spécifiques et de renforcer les capacités institutionnelles pour apporter des solutions aux problèmes auxquels les femmes sont confrontées en période de conflit et d'après conflit. Le renforcement du Comité des femmes africaines pour la paix et le développement et l'adoption, par l'Assemblée de l'Union en janvier de cette année, de la Politique de l'Union africaine en matière d'égalité entre les hommes et les femmes comptent parmi les mesures clefs qui ont été prises. La Politique en matière d'égalité entre les hommes et les femmes insiste sur la nécessité d'améliorer le respect, l'égalité et la dignité humaine des hommes et des femmes dans tous les domaines, et d'appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard de la violence sexiste, du harcèlement sexuel, des agressions, du viol, des stéréotypes sexospécifiques, du sexisme et des termes injurieux, en particulier en période de conflit. Elle insiste également sur la nécessité de dûment sanctionner et punir de tels actes et souligne qu'il faut mettre pleinement en œuvre la résolution 1325 (2000). Elle souligne aussi que les Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés, dits Principes de Paris, doivent servir de base aux programmes mis en place en Afrique, lesquels doivent prévoir des mesures pour prévenir l'utilisation des abus sexuels comme arme de guerre.

La Politique de l'Union africaine en matière d'égalité entre les hommes et les femmes appelle également les dirigeantes à se mobiliser et à participer aux efforts de médiation pour la paix et autres processus liés, un objectif que de nombreux orateurs ont mentionné tout au long du présent débat public. Dans le cadre de cette Politique, l'Union africaine s'engage également à lutter contre le trafic de drogue et la traite des êtres humains et à définir des démarches soucieuses d'égalité entre les sexes concernant le travail des enfants, la prostitution et les sévices.

Je voudrais à présent me pencher sur les possibilités et les défis qui nous attendent, en particulier pour ce qui est de la paix et de la sécurité. Premièrement, nous sommes très fiers de l'esprit de direction et des contributions apportés par les femmes dans plusieurs États Membres tels le Mozambique, l'Angola et la République démocratique du Congo. Des réseaux de femmes ont également participé aux pourparlers de Djouba sur le nord de l'Ouganda et aux efforts en cours pour instaurer durablement la paix et la sécurité au Soudan et en Somalie. Toutefois, je voudrais insister sur la nécessité d'accroître la participation des femmes à ces processus. Il faut mener des actions concrètes pour veiller à ce que les enseignements tirés jusqu'à présent soient pleinement intégrés aux efforts concertés que l'ONU et les organisations régionales déploient en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cela passe notamment par la participation des femmes à tous les niveaux des opérations de maintien de la paix.

Deuxièmement, l'Union africaine doit relever le défi consistant à veiller à ce que notre architecture de paix et de sécurité naissante, qui comprend notamment la Force africaine en attente, le Système d'alerte rapide à l'échelle du continent, le Groupe des Sages et nos arrangements sous-régionaux en matière de paix et de sécurité, reflète bien notre vision en ce qui concerne la question des femmes, de la paix et de la sécurité. Nous sommes déterminés à relever ce défi, et nous continuons de compter sur l'appui du Conseil de sécurité et de nos partenaires internationaux à cet égard.

Enfin, dans le cadre des efforts déployés actuellement pour améliorer la mobilisation des ressources et renforcer l'appui accordé aux opérations de maintien de la paix menées par des organisations régionales comme l'Union africaine, nous voudrions rappeler qu'il importe de veiller à ce que les efforts axés sur les femmes, la paix et la sécurité soient dûment pris en compte dans les stratégies qui seront élaborées. Sur ces quelques observations, je tiens à réaffirmer que nous sommes très attachés à notre coopération avec l'ONU et nos partenaires internationaux dans ce domaine et pour d'autres questions d'intérêt commun.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste.

Au nom de la délégation vietnamienne, je voudrais remercier très sincèrement tous les représentants, le Secrétariat, les interprètes, les cameramen et le personnel de sécurité pour leur patience et leur coopération qui nous ont permis de mener à bien ce long débat aujourd'hui.

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 19 h 20.